

## Défense de l'Etat ouvrier déformé chinois !

# Emeutes contre-révolutionnaires au Tibet



AP



AFP

A gauche : émeutiers contre-révolutionnaires dans les rues de Lhasa. A droite : un commerçant dans ce qui reste de son magasin. Les commerces chinois ont été particulièrement ciblés par la foule déchaînée.

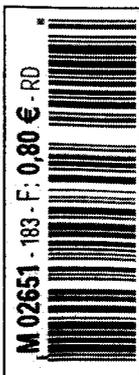
« Des émeutes anti-chinoises déchaînées » : c'est ainsi que le site internet de l'*Economist* de Londres (14 mars), qui avait le seul correspondant étranger à Lhasa, a décrit les manifestations dans la région autonome du Tibet. Ces manifestations ont été déclenchées le 10 mars dernier pour commémorer l'anniversaire du soulèvement de 1959 contre le pouvoir chinois – un soulèvement inspiré, armé et financé par la CIA. Elles étaient dirigées par des lamas bouddhistes, et ont été accompagnées d'actions coordonnées dans les provinces chinoises du Ganzu, du Qinghai et du Sichuan, où vivent d'importantes populations tibétaines. En Inde a aussi eu lieu une marche partant du centre du « gouvernement en exil » du dalaï-lama. Aux cris de « Vive le Tibet » et « Vive le dalaï-lama », les émeutiers, dirigés par des moines souvent à la tête de bandes de jeunes adolescents, ont déferlé sur le vieux quartier tibétain de Lhasa ; ils ont brûlé et détruit les échoppes tenues par des Chinois, et tué au moins treize personnes. Parmi les personnes attaquées il y avait aussi des Hui chinois, une minorité musulmane

dans la région. L'*Economist* (22 mars) rapporte que « les magasins tenus par des Tibétains étaient marqués en tant que tels avec des écharpes traditionnelles blanches [...]. Ils ont échappé à la destruction. »

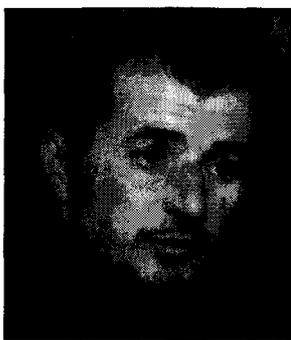
### Les sociaux-démocrates du PS et de la LCR en pointe dans la campagne anticommuniste contre la Chine

Les manifestations au Tibet sont réactionnaires, anticommunistes et contre-révolutionnaires. En tant que trotskystes (c'est-à-dire en tant que marxistes authentiques), nous, Ligue communiste internationale, luttons pour la *défense militaire inconditionnelle* de l'Etat ouvrier déformé chinois contre toute agression impérialiste et contre la contre-révolution capitaliste – comme nous le faisons aussi pour les autres Etats ouvriers déformés qui subsistent, Corée du Nord, Vietnam et Cuba. La Révolution de 1949, qui avait renversé le pouvoir capitaliste en Chine, a eu pour résultat d'énormes acquis pour

Suite page 6



## Libération immédiate d'Yvan Colonna !



sans crédit

*Nous reproduisons ci-dessous une lettre de protestation envoyée par le Comité de défense sociale (CDDS) à la Ministre de la Justice Rachida Dati le 21 décembre 2007.*

\*\*\*

Madame la Ministre de la Justice,

Le 14 décembre, la Cour d'assises spéciale de Paris a condamné Yvan Colonna à la réclusion criminelle à perpé-

tuité. **Le CDDS dénonce cette justice et ce procès politique depuis le début, et nous exigeons la libération immédiate d'Yvan Colonna !**

Depuis plus de 8 ans, les ministres de l'Intérieur successifs – depuis Jean-Pierre Chevènement jusqu'à Nicolas Sarkozy –, piétinant la « présomption d'innocence », avaient désigné à la vindicte publique Yvan Colonna comme « l'assassin » du préfet Erignac, abattu le 6 février 1998 à Ajaccio. En fait, en l'absence de tout élément matériel et de tout témoignage à charge, la seule « preuve » qui ait jamais pu être exhibée pour étayer cette « culpabilité » proclamée, c'étaient les déclarations des militants nationalistes arrêtés en mai 1999 et présentés comme le « commando Erignac ». Pendant leur interrogatoire par les flics de la Division nationale antiterroriste ces hommes avaient « avoué » qu'Yvan Colonna était celui qui avait abattu le préfet Erignac, mais un an plus tard, ils sont tous revenus sur ces « aveux ». En condamnant Colonna, la Cour d'assises spéciale a confirmé la sentence déjà prononcée par Chevènement et Sarkozy.

Nous n'avons aucune illusion dans « l'impartialité » du système judiciaire, qui est un instrument répressif au service de la classe possédante. Et la Cour d'assises spéciale sans jury instituée pour juger les accusés de crimes « en rapport avec une entreprise terroriste » n'est que la forme la plus grossière de cette injustice bourgeoise. Ce tribunal d'exception, héritier direct de la tristement célèbre Cour de sûreté de l'Etat et des « sections spéciales » du régime de Vichy, menace tous ceux qui sont perçus comme des ennemis à abattre de la bourgeoisie française et de ses gouvernements – qu'il s'agisse de militants nationalistes, de minorités ethniques ou religieuses en révolte ou d'organisations du mouvement ouvrier.

Le procès et la condamnation d'Yvan Colonna ont été

accompagnés d'une flambée de répression policière dirigée contre le mouvement nationaliste corse. Début novembre, des dizaines de personnes ont été arrêtées en Corse, dont plusieurs responsables du journal indépendantiste *U Ribombu*, des membres du groupe Corsica Nazione Indipendenza, et la chanteuse Patrizia Gataceca. Plusieurs jours après le verdict, la Corse est soumise à un quadrillage policier renforcé, avec comme objectif avoué d'intimider tous ceux qui voudraient protester contre la condamnation d'Yvan Colonna. Nous dénonçons cette escalade de la répression anti-indépendantiste. A bas la terreur policière en Corse ! Nous défendons le droit du peuple corse à disposer de lui-même, y compris le droit de se séparer de l'« Hexagone » s'il le veut. Nous exigeons la libération de tous les militants nationalistes corses emprisonnés, dont les membres du « commando Erignac ».

Pour le Comité de défense sociale,  
Myriam BENOÎT

## Correction

Dans notre article « 90 ans après la Révolution russe » publié dans le n° 182 du *Bolchévik*, nous écrivions : « En fait, la LCR a déjà escompté auprès de l'Etat son succès aux législatives de cette année ; les voix qu'elle a reçues lui garantissent au moins quatre millions d'euros par an, pendant les cinq prochaines années, puisés dans les caisses de l'Etat. Comme on dit, qui paie les violons choisit la musique. » La somme de quatre millions est en réalité un ordre de grandeur du financement garanti à la LCR pour l'ensemble de la législature (cinq ans), et non pour chaque année.

En 2007, le financement gouvernemental annuel des partis (première tranche) était en effet d'environ 1,60 euros chaque année par voix obtenue lors des élections législatives de 2002 (sous condition de parité, remplie par LO et la LCR). La LCR, ayant eu environ 320 000 voix en 2002, recevait donc annuellement environ 525 000 euros (et LO à peu près autant), soit de l'ordre du quart de ses revenus. Si le montant du financement par voix obtenue reste identique dans les années à venir, la LCR devrait bénéficier d'un financement de l'ordre de 870 000 euros par an, les candidats affiliés à la LCR ayant obtenu 533 711 voix lors des législatives du 10 juin 2007 (*Rouge*, 14 juin 2007). En échange la LCR met tous les ans ses livres de compte à la disposition de l'Etat capitaliste, qui les publie au *Journal officiel de la République française*, et elle dépend du financement de l'Etat pour son fonctionnement (voir par exemple le *Journal officiel* du 27 décembre 2007).

Les vagues déclarations de la LCR sur son indépendance vis-à-vis des institutions sont donc un pur mensonge. Si la LCR accepte l'argent de l'Etat bourgeois, cela découle directement de son réformisme : elle considère l'Etat comme une entité neutre, au service de tous, et non comme un organe crucial de la bourgeoisie pour maintenir son pouvoir. Nous, révolutionnaires marxistes, disons que l'Etat capitaliste devra être détruit par une révolution ouvrière. En conséquence, nous refusons tout financement de l'Etat. Nous refusons toute subvention de quiconque, à l'exception de ceux qui sont de quelque façon sérieusement en accord avec notre programme. ■

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José

Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier

Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le *Bolchévik* est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# La gauche opportuniste et le référendum de Chávez

## Il faut rompre avec le populisme bourgeois !

### Pour la révolution ouvrière !



Photos Corbis

30 novembre 2007 : manifestation à Caracas appelant à voter « oui » au référendum pour augmenter les pouvoirs du président vénézuélien Hugo Chávez (à droite).

Sur l'ensemble du spectre politique, le référendum constitutionnel qui a eu lieu en décembre à l'initiative du président vénézuélien Hugo Chávez a été décrit comme une tentative d'instituer un « Etat socialiste ». L'échec du référendum, à l'issue d'un scrutin serré, est maintenant célébré par une cabale qui va de l'oligarchie vénézuélienne à la Maison Blanche de Bush, en passant par l'Eglise catholique, comme une victoire pour la « démocratie ». Dans l'autre camp, elle a provoqué un tas de lamentations parmi ceux, marxistes autoproclamés ou autres, qui ont promu Chávez au rang de « révolutionnaire ». Quant à Chávez lui-même, il a immédiatement fait des gestes de conciliation envers l'opposition de droite.

Quelles que soient les illusions populaires à son sujet, Chávez, qui est un ancien colonel, est un nationaliste bourgeois qui administre un Etat capitaliste. Loin de saper le capitalisme au Venezuela, le référendum de Chávez prenait bien soin de donner toutes les garanties que la propriété privée des moyens de production serait protégée par la Constitution. Sa proposition de référendum visait avant tout à renforcer les pouvoirs répressifs de l'Etat capitaliste vénézuélien et à concentrer une autorité accrue dans le pouvoir exécutif du président. Bien qu'enveloppés dans la rhétorique populiste du « pouvoir du peuple » et promettant quelques réformes sociales, comme une semaine de travail plus courte et une retraite pour les travailleurs indépendants, les principaux articles du référendum de Chávez visaient à accroître le pouvoir du président de déclarer un état d'urgence illimité, de décréter des régions militaires spéciales, de transformer certaines parties

du pays en territoires fédéraux sous le contrôle direct du président, et de permettre au président de dissoudre l'Assemblée nationale.

Ces mesures de renforcement de l'exécutif sont typiques de ce que les marxistes appellent un régime bonapartiste, où la classe économiquement dominante se trouve contrainte, pour sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un

## Etats-Unis : Bas les pattes devant le Venezuela !

appareil militaire et policier, d'un « sauveur couronné ». Léon Trotsky expliquait en 1940, dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », pourquoi ce type de régime est si fréquent, et les formes de la démocratie bourgeoise si superficielles, dans les pays capitalistes du tiers-monde opprimés par l'impérialisme :

« la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives

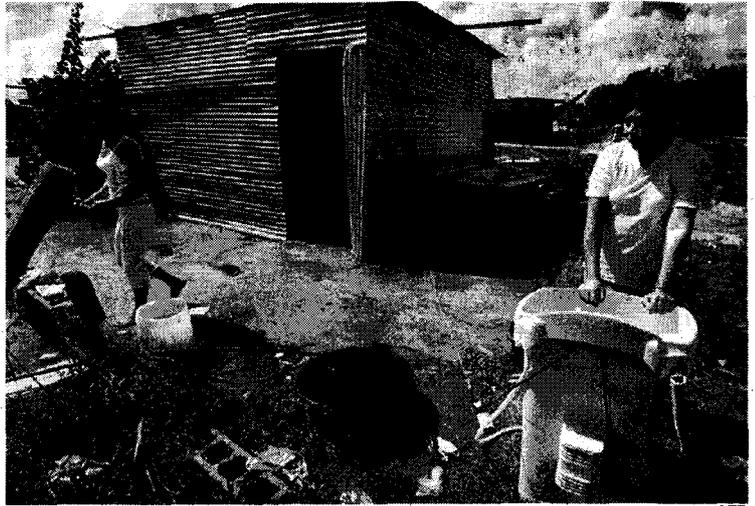
de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie. »

C'est là une description saisissante du régime de Chávez. Ces pays opprimés ne peuvent se libérer du joug impérialiste sans une révolution ouvrière se prolongeant dans la lutte pour son extension internationale aux centres impérialistes, la « révolution permanente ».

L'Etat capitaliste – qui a pour noyau l'armée, la police, les prisons et les tribunaux – est l'instrument de répression par la force de la classe ouvrière et des opprimés pour défendre l'ordre social capitaliste. Tout accroissement des pouvoirs de l'Etat capitaliste vénézuélien sera utilisé contre la classe ouvrière quand elle lutte pour ses *propres* intérêts de classe. Selon la formulation de Marx et Engels, élaborée à la suite de l'expérience de la Commune de Paris, pendant laquelle le prolétariat parisien, en 1871, a détenu le pouvoir pendant près de trois mois avant d'être écrasé dans le sang, « La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte" » (préface de 1872 à l'édition allemande du *Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels).

En tant que marxistes qui luttons pour la révolution socialiste prolétarienne pour écraser l'Etat bourgeois et le remplacer par un Etat ouvrier, nous étions pour le « non » au référendum de Chávez. En même temps, nous exprimons clairement notre opposition intransigeante aux forces réactionnaires qui se sont mobilisées contre le référendum. Chávez a provoqué la colère des dirigeants impérialistes américains, démocrates comme républicains. Dans l'éventualité d'un coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis, comme celui de 2002, nous prenons position pour la défense militaire du régime de Chávez sans lui donner le moindre soutien politique, comme avec l'Espagne loyaliste entre 1936 et 1939.

Le fait que la plupart des organisations pseudo-marxistes aient ouvertement soutenu le référendum de Chávez ou aient appelé à l'abstention témoigne autant de leur banqueroute politique que de la popularité de Chávez. Les raisons mêmes pour lesquelles Chávez est une épine dans le pied de l'arrogante bourgeoisie américaine font de lui une idole pour les masses pauvres au Venezuela et pour un grand nombre de jeunes militants de gauche dans le monde entier. Chávez critique violemment l'administration Bush, et il a ostensiblement donné l'accolade au dirigeant cubain Fidel Castro, l'ennemi juré de Washington dans l'hémisphère occidental. Il a condamné l'occupation américaine de l'Irak et les menaces contre l'Iran, et il a dénoncé les politiques économiques « néolibérales » promues par les USA en Amérique latine et ailleurs. Il a embarrassé l'administration Bush



**Bidonville à Maturin : le fonctionnement même du système capitaliste assure la pérennité de l'exploitation et l'appauvrissement des masses vénézuéliennes.**

quand, en 2005, il a proposé de fournir de l'aide aux déshérités de La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina (l'offre a été rejetée). Et tandis que les Etats-Unis se dirigent vers une récession, le Venezuela fournit une fois encore, cet hiver, via sa société CITGO, du fuel de chauffage bon marché aux familles pauvres dans 23 Etats aux USA.

Chávez est un populiste qui utilise les profits engendrés par le prix astronomique du pétrole pour mettre en œuvre une série de réformes sociales. Il a également effectué quelques nationalisations minimales de l'industrie et quelques redistributions de terres. Ces mesures, ainsi que le fait que Chávez s'enorgueillit de ses origines *zambo* (métissage africain et indigène), lui valent le mépris de l'oligarchie blanche du Venezuela.

Mais Chávez n'est pas un socialiste. Et, si l'on fait des comparaisons historiques, il n'est même pas un nationaliste bourgeois particulièrement radical. Au Mexique, dans les années 1930, Lázaro Cárdenas a nationalisé l'industrie pétrolière qui était la propriété des impérialistes américains et

*Suite page 22*



**A gauche : les auteurs du coup d'Etat militaire manqué contre Chávez en 2002. A droite : une manifestation de novembre 2007 à Caracas, organisée par des forces bourgeoises de droite, appelle à voter « non » au référendum de Chávez.**

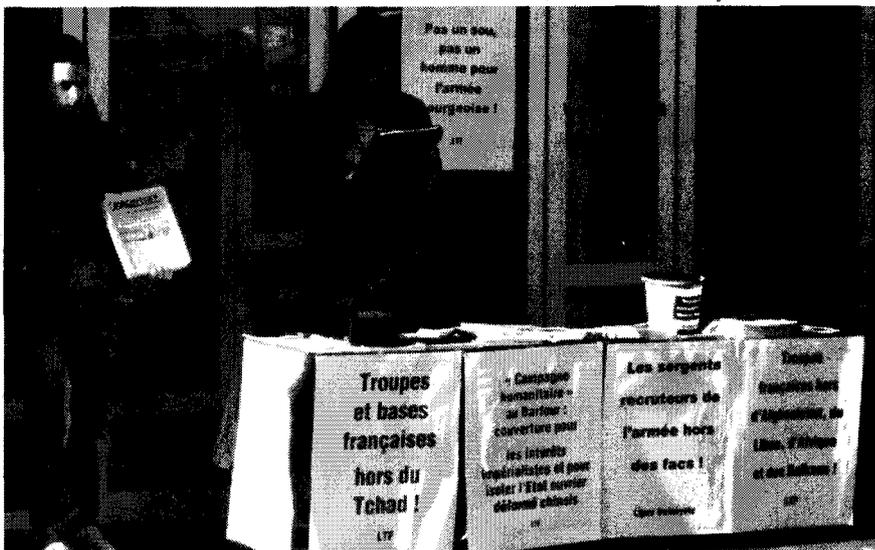
Fac de Paris 8 : La LTF proteste contre l'armée française

# Sergents recruteurs, hors des facs !

Le 8 février, l'armée française a installé un bus devant la fac de Saint-Denis afin de chercher à recruter des étudiants pour qu'ils deviennent les futurs officiers de l'armée impérialiste. La Ligue trotskyste de France (LTF) a organisé un piquet de protestation devant l'entrée de la fac ce jour-là afin de protester contre la présence de l'armée. Nous nous opposons par principe au militarisme bourgeois, et à ce que l'armée recrute quiconque pour ses guerres impérialistes et pour la répression à l'intérieur du pays, par exemple avec les patrouilles mixtes police-armée de Vigipirate pour terroriser les jeunes de banlieue dans les gares. *Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise ! A bas Vigipirate !*

S'opposer aux recruteurs de l'armée française, c'est aussi une manière de dénoncer les exactions néocoloniales de l'impérialisme français. A peine quelques jours avant notre action de protestation, au Tchad, une armée rebelle, soutenue par le Soudan voisin, était écrasée par les troupes du dictateur Idriss Déby, lequel n'aurait pu tenir un jour sans l'appui militaire, en logistique, munitions et autres, de ses maîtres impérialistes français. Quand les rebelles se sont approchés de l'aéroport où était repliée l'aviation de Déby, les troupes françaises les ont repoussés à coups de canon. Des troupes du COS (Commandement des opérations spéciales, les tueurs d'élite de l'armée française) auraient été impliquées selon divers témoignages (voir *l'Humanité*, 9 février) dans les combats qui ont fait rage dans les rues de N'Djamena. Autant nous n'avons pas de côté dans le conflit sordide entre chefs de guerre tchadiens, autant nous étions pour la défense des rebelles quand ils ont été attaqués par l'armée française, sans pour autant leur donner le moindre soutien politique. Depuis, un membre français des COS a été tué en territoire soudanais lors d'une opération clandestine nocturne, ce qui a montré au grand jour que derrière la soi-disant façade « humanitaire » rénovée de la diplomatie de Bernard Kouchner et Sarkozy, il y a les mêmes coups tordus qui ont marqué depuis 50 ans la mainmise sanglante de l'impérialisme français sur son ancien empire colonial, la « Françafrique ». *Troupes et bases françaises et de l'ONU, hors du Tchad et du Soudan, hors de toute l'Afrique !*

La guerre civile au Darfour, du côté soudanais de la frontière avec le Tchad, est alimentée par les impérialistes pour avancer leurs intérêts économiques et politiques, notamment en luttant contre l'influence croissante de l'Etat ouvrier déformé chinois en Afrique. La Chine est montrée du doigt par les impérialistes pour son soutien au Soudan où elle exploite des ressources pétrolières afin de subvenir à ses propres besoins énergétiques. Derrière la campagne pour le Darfour il y a une mobilisation anticommuniste contre la Chine, marquée notamment par le retrait le 12 février du cinéaste américain Steven Spielberg de la cérémonie d'ouver-



Piquet de protestation de la LTF le 8 février

Le Bolchévik

ture des prochains Jeux olympiques de Pékin. Pendant la campagne présidentielle de 2007 Ségolène Royal avait attaqué Sarkozy de la droite sur sa soi-disant complaisance vis-à-vis de la Chine au Darfour. Nos panneaux lors de la protestation disaient : « "Campagne humanitaire" au Darfour : couverture pour les intérêts impérialistes et pour isoler l'Etat ouvrier déformé chinois ! » *Défense militaire inconditionnelle de la Chine ! Impérialistes de l'ONU/France/Eufor, bas les pattes devant le Darfour !*

La venue de l'armée sur les facs est un événement encore inhabituel en France ; c'est monnaie courante aux USA où elle vient dans les quartiers pauvres, où les minorités ethniques et raciales sont nombreuses, pour recruter de la chair à canon, notamment parmi ceux qui sont condamnés au chômage par ce même système capitaliste. Cela rendait d'autant plus important de protester contre la venue de l'armée française devant la fac de Saint-Denis, en pleine banlieue du 9-3. Pourtant, durant cette action, même si des étudiants et professeurs sont venus témoigner de leur solidarité, nous sommes restés la seule organisation à protester. La raison politique c'est que nos opposants réformistes, loin de chercher à détruire l'Etat capitaliste par une révolution socialiste, cherchent au contraire à se faire élire pour gérer ce même Etat.

Nous avions averti plusieurs jours avant notre piquet de protestation des membres de l'Union des étudiants communistes (UEC, l'organisation étudiante du PCF) et de la LCR sur la fac, mais ceux-ci ne sont pas venus : le PCF s'est converti il y a bien longtemps au social-patriotisme, lorsqu'il a adopté la politique du « front populaire » et la « défense nationale » dans les années 1930. Le déploiement de troupes françaises au Liban, en août 2006, a été salué à l'époque par Marie-George Buffet (voir *le Bolchévik* n° 177, septembre 2006). Et le PC participait au gouvernement Jospin en 1999

Suite page 16

## Tibet...

Suite de la page 1

les masses ouvrières et paysannes, y compris pour la population du Tibet qui, jusqu'à la victoire des forces chinoises en 1959, était gouvernée par une « lamacratie » esclavagiste. La cause du « Tibet libre » prend sa source dans les machinations de la CIA et d'autres forces impérialistes déterminées à restaurer le capitalisme en Chine, ce qui placerait à nouveau le pays sous un joug semi-colonial. Le mot d'ordre « Tibet libre » est un cri de ralliement pour la contre-révolution, et en fait il signifierait la domination impérialiste sur les masses tibétaines. La destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé chinois représenterait une immense défaite pour le prolétariat international, y compris pour le peuple tibétain.

Avant qu'elle ne soit écrasée par l'Armée populaire de libération, en 1959, la théocratie des lamas au Tibet était peut-être, proportionnellement, la couche dirigeante la plus importante et la plus oisive de toute l'histoire de l'humanité, soutenue économiquement par des paysans cultivateurs d'orge et éleveurs de yaks. Au bout du compte, cela voulait dire que le travail physique pénible était surtout accompli par les femmes, du fait que les moines et une partie non négligeable de la population masculine, qui imitait la vie monastique après avoir « péché » en procréant, étaient occupés à la contemplation.

Après avoir réprimé le soulèvement de 1959 soutenu par la CIA, le gouvernement chinois a aboli l'*ulag* (le travail forcé pour les paysans) et a supprimé le recours au fouet, aux mutilations et aux amputations comme châtiments corporels. La terre, le bétail et les outils des aristocrates exilés furent distribués aux paysans, ainsi que les terres et les troupeaux des monastères qui avaient participé au soulèvement. L'Etat ouvrier déformé chinois a instauré un enseignement laïc et a amené l'eau courante et l'électricité à Lhassa. En conséquence de quoi l'espérance de vie des Tibétains, qui était de 35 ans en 1950, est passée à 67 ans en 2001. La mortalité infantile, qui atteignait le chiffre astronomique de 43 % en 1950, avait été spectaculairement ramenée à 0,66 % en 2000. L'ouverture récente de la ligne de chemin de fer Lhassa-Qinghai, qui relie le Tibet à la Chine, a amené un développement économique et une amélioration du niveau de vie. Ces acquis témoignent du progrès social qui résulte de l'expropriation de la classe capitaliste et des propriétaires fonciers, et de l'instauration des formes de propriété prolétariennes issues de la Révolution chinoise de 1949.

La Chine est de plus en plus dans le collimateur des impérialistes, spécialement depuis la destruction contre-révolutionnaire des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, et en particulier la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992. Pour favoriser la contre-révolution, les impérialistes combinent une pression militaire croissante avec l'exploitation des ouvertures économiques offertes par la bureaucratie stalinienne chinoise, grâce auxquelles ils cherchent à encourager la contre-révolution intérieure. La Chine, le plus puissant des Etats ouvriers déformés qui subsistent, est entourée de tout un système de bases militaires américaines. Avec la Corée du Nord, elle figure sur la liste des cibles du Pentagone ; elle est potentiellement visée par une première frappe nucléaire, et le programme américain de défense antimissile a pour but stratégique de neutraliser ses modestes capacités nucléaires.

Les dirigeants impérialistes espèrent tirer parti des Jeux olympiques de 2008 à Pékin pour intensifier la pression sur la



Joël Robine/AFP

**La social-démocratie en pointe dans la campagne de soutien aux moines tibétains réactionnaires. Bertrand Delanoë, maire PS de Paris, reçoit le dalaï-lama en 2003.**

Chine en soutenant le dalaï-lama. En l'espace de cinq semaines, depuis septembre dernier, le dalaï-lama a rendu visite à la chancelière allemande Angela Merkel à Berlin, au Président américain Bush à Washington – la première fois qu'un Président américain en exercice recevait publiquement le dalaï-lama –, et au Premier ministre canadien Stephen Harper ; c'était une provocation qui préfigurait les émeutes au Tibet. Le Premier Ministre britannique Gordon Brown a maintenant annoncé qu'il recevra le dalaï-lama à Londres au mois de mai. La secrétaire d'Etat française aux droits de l'homme, Rama Yade, vient d'inviter le dalaï-lama en France, et celui-ci a annoncé qu'il viendrait pendant les Jeux olympiques.

Tandis que l'administration Bush a appelé la Chine à faire preuve de « retenue » au Tibet, Sarkozy s'en faisant l'écho, les Démocrates ont cherché à surpasser la bande de Bush en bellicisme contre la Chine. Après le déclenchement des émeutes au Tibet, la présidente Démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a rendu visite au quartier général du dalaï-lama à Dharamsala, en Inde. Dans une déclaration publiée le 12 mars, Pelosi a condamné « la réaction violente des forces chinoises face à des manifestants pacifiques au Tibet ». Pendant que Hillary Clinton, qui espère devenir présidente, publiait une déclaration affirmant que « la répression chinoise au Tibet continue », la déclaration de Barack Obama faisait écho à celle de Pelosi en condamnant « l'usage de la violence pour réprimer des manifestations pacifiques ». En fait, pendant ces violentes émeutes, les forces de sécurité chinoises « semblent avoir agi avec une relative retenue », comme le rapportait le site internet de l'*Economist* (16 mars).

En France il y a déjà eu de nombreuses manifestations pour le « Tibet libre », y compris des attaques visant l'ambassade de Chine ; dans les manifestations se distinguaient François Bayrou et des contingents de l'UMP, avec divers adeptes de la théocratie tibétaine. La cérémonie de la flamme à Olympie le 23 mars a été perturbée par quelques provocateurs organisés par Robert Ménard de Reporters sans frontières. Ménard est un anticommuniste professionnel, spécialisé notamment dans les attaques contre Cuba et, d'après le journal gouvernemental cubain *Granma Internacional*, rémunéré par une série d'officines liées à la CIA et aux *gusanos* de Miami ; d'après *le Figaro* (26 mars) il est aussi payé pour ses services anticommunistes par le gouvernement français ainsi que par de nombreux patrons du CAC 40.

Mais ce sont souvent les sociaux-démocrates du PS qui ont vociféré le plus fort contre la Chine, emmenés par Jack Lang, un rescapé des cabinets antisoviétiques de guerre froide de

Mitterrand. Jack Lang a d'ailleurs fait appel à son ancien camarade Bernard Kouchner, autrefois médecin des mollas de la CIA en Afghanistan du temps de l'intervention soviétique, aujourd'hui ministre de la diplomatie de Sarkozy, pour qu'il soit plus dur que son patron actuel contre l'Etat ouvrier déformé chinois. Déjà pendant la campagne présidentielle Ségolène Royal avait attaqué Sarkozy de la droite en menaçant la Chine d'un boycott des Jeux olympiques ; à l'époque, c'était à propos du Darfour. Et Sarkozy vient d'annoncer le 25 mars qu'il envisageait de boycotter la cérémonie d'ouverture des Jeux.

Le PCF n'a pas manqué l'occasion de capituler à l'hystérie anticommuniste, faisant dès le 12 mars d'après *l'Humanité* (20 mars) une déclaration disant : « Le Parti communiste français condamne la répression meurtrière des forces de l'ordre au Tibet. » De son côté, la pseudo extrême gauche marche au pas derrière les efforts de ses dirigeants impérialistes pour fomenter la contre-révolution en Chine, tout comme elle avait soutenu la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, une défaite d'ampleur historique et mondiale pour le prolétariat international qui a amené la dévastation et la misère aux peuples de l'ancienne Union soviétique. En France, la mal nommée Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'est immédiatement solidarisée avec les lamas en condamnant « la répression, qui ne se limite pas au Tibet d'ailleurs, exercée par le régime de Pékin » et elle appelle à l'« autodétermination » (communiqué du 18 mars). Dans un nouveau communiqué (25 mars) elle se solidarise avec l'action de Ménard en Grèce, critique Sarkozy pour sa « grande timidité » et annonce son soutien à toute action pendant les Jeux en « solidarité avec la population tibétaine victime de la répression ». Leur groupe japonais, Kakehashi, a appelé au « droit à l'autodétermination du peuple tibétain » et a exigé que la Chine « accepte une commission d'enquête internationale » (*Kakehashi*, 24 mars).

Pendant ce temps, les réformistes du Comité pour une internationale ouvrière, qui publie *China Worker* et est associé à la Gauche révolutionnaire en France, se sont déclarés pour le « droit à l'indépendance » du Tibet. Ils ont salué les soi-disant « couches radicales » dans la jeunesse tibétaine, en opposition à l'« approche conciliatrice » du dalaï-lama, tout en reconnaissant que « l'indépendance nationale sur une base capitaliste ne peut en aucune manière résoudre les problèmes des masses misérables » (*China Worker*, 18 mars). Ces ennemis de l'Etat ouvrier déformé chinois, ces opposants au mouvement ouvrier révolutionnaire internationaliste, sont prêts à condamner les masses tibétaines au retour de la lamacratie. En appelant à « l'indépendance » du Tibet, ces pseudo-marxistes se placent à droite du dalaï-lama lui-même qui en 2005 faisait cet aveu : « Au fur et à mesure que la Chine se développe matériellement, nous en profitons matériellement, comme avec le chemin de fer. Si nous étions un pays séparé, ce serait très difficile et nous n'en profiterions pas » (*South China Morning Post*, 14 mars).

Lutte ouvrière (LO), elle, se distingue peut-être par son hypocrisie. Là où la LCR dénonce même la construction du chemin de fer comme un instrument de la colonisation chinoise, LO reconnaît que la politique du régime chinois au Tibet tend à « pousser le Tibet hors du Moyen Age » ; LO publie des chiffres sur l'espérance de vie et la mortalité infantile, et précise que « l'enseignement, en tibétain et en chinois, se répendit à la place du bourrage de crâne dans les écoles religieuses » (*Lutte Ouvrière*, 21 mars). LO prétend que tous ces progrès auraient été apportés par un « Etat bourgeois »

chinois – ce qui répond simplement à la définition du *réformisme* : pour LO on n'a pas besoin de renverser le capitalisme pour améliorer qualitativement le sort des travailleurs et des opprimés. De plus cela n'empêche pas LO de dénoncer les impérialistes occidentaux pour ne rien faire sinon envoyer le message « faites comme chez vous » à Pékin, autrement dit de se lamenter que les impérialistes ne soient pas plus belliqueux contre la Chine ! La « théorie » bidon de LO que le capitalisme n'aurait pas été renversé avec la Révolution chinoise de 1949 est simplement une couverture pour sa vraie politique qui est de se joindre aux campagnes contre l'Etat ouvrier déformé chinois. L'année dernière ils avaient même offert une tribune à un contre-révolutionnaire chinois à leur fête, un scandale que nous seuls avions dénoncé (voir notre article paru dans *le Bolchévick* n° 181, septembre 2007).

L'Etat ouvrier déformé chinpis, créé sur le modèle de l'Union soviétique après l'usurpation du pouvoir politique de la classe ouvrière par la bureaucratie stalinienne, était déformé dès l'origine. Le Parti communiste chinois (PCC) de Mao Zedong, qui avait fait la Révolution de 1949, n'était pas un parti basé sur la classe ouvrière mais sur la paysannerie. Dès le départ, le régime du PCC a réprimé toute action indépendante de la classe ouvrière, en l'excluant du pouvoir politique. Le régime stalinien de Pékin, qui représente une caste bureaucratique nationaliste reposant sur l'économie collectivisée, prêche la conception profondément antimarxiste que le socialisme – une société égalitaire sans classes, basée sur l'abondance matérielle – pourrait être construit dans un seul pays. En pratique, le « socialisme dans un seul pays » a signifié la conciliation avec l'impérialisme mondial et l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière internationale.

Les dirigeants traîtres staliniens, dans leur quête futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial, sapent eux-mêmes la défense de l'Etat ouvrier déformé chinois. Les déclarations officielles de Pékin condamnant les émeutes au Tibet en imputent exclusivement la responsabilité au dalaï-lama ; rien n'est dit du rôle des impérialistes. Mais comme le déclarait Patrick French, ancien directeur de la « Campagne pour un Tibet libre » à Londres, dans une tribune publiée par le *New York Times* (22 mars) : « La campagne internationale pour le Tibet, basée à Washington, est maintenant une force plus puissante et plus efficace agissant sur l'opinion mondiale que l'organisation du dalaï-lama dans le nord de l'Inde. » Ce partisan du « Tibet libre » soulignait



Le train rapide Lhassa-Pékin récemment inauguré a amené un développement économique et une amélioration du niveau de vie au Tibet, ce qui n'empêche pas la LCR de n'y voir qu'un instrument de « colonisation » par la Chine.

ensuite que « les organisations européennes et américaines pro-Tibet sont la queue qui fait remuer le chien, le gouvernement tibétain en exil ». Il faisait aussi remarquer qu'« après avoir fouillé dans les archives à Dharamsala » il avait trouvé « qu'il n'y a aucune preuve » pour étayer l'affirmation de son groupe « Tibet libre » et d'autres que 1,2 million de Tibétains auraient été tués depuis l'entrée de la Chine au Tibet en 1950.

En même temps, le stalinisme chinois signifie nationalisme et chauvinisme han. Pendant la mal nommée « grande révolution culturelle prolétarienne » qui avait commencé au milieu des années 1960, dans laquelle Mao mobilisa des millions de jeunes étudiants pour renforcer sa propre position dans une lutte de factions intra-bureaucratiques, il soumit les Tibétains à un chauvinisme han exacerbé. La langue tibétaine et les costumes traditionnels furent proscrits. Une grande partie de ce qui avait constitué le noyau de la culture tibétaine fut simplement brisé et détruit, avec toutefois l'effet secondaire bénéfique de mettre les moines au travail.

Après la mort de Mao, Deng Xiaoping leva les restrictions pesant sur la langue tibétaine, sur les costumes et la coupe de cheveux. En même temps, des monastères furent reconstruits et réaménagés, et des moines oisifs revinrent en foule – on en compte aujourd'hui 40 à 50 000. Les acquis réels gagnés par les masses tibétaines suite à la Révolution chinoise de 1949 s'accompagnent du maintien d'inégalités.

Plus de 92 % de la population chinoise est han. Il est vital pour le prolétariat chinois qu'il combatte le chauvinisme han de la bureaucratie stalinienne, et qu'il s'oppose à toute discrimination contre les Tibétains, les Ouïgours musulmans du Xinjiang et les autres minorités nationales et ethniques. Il faut lutter pour balayer le pouvoir bureaucratique stalinien en Chine et le remplacer par un régime basé sur la démocratie ouvrière, exprimée dans des conseils ouvriers et paysans et enracinée dans l'internationalisme marxiste. Il s'agira là d'une révolution *politique* ouvrière, pas d'une révolution sociale. Elle se basera sur la défense de l'Etat ouvrier déformé chinois et sur la lutte pour la révolution socialiste internatio-

nale. Pour réaliser cette perspective il est crucial de forger un parti trotskyste en Chine. Le destin du peuple tibétain est inextricablement lié à la lutte pour la révolution politique prolétarienne en Chine et la révolution socialiste dans les pays capitalistes – du sous-continent indien au Japon, aux Etats-Unis et aux autres centres impérialistes.

En 1959, au lendemain du soulèvement tibétain raté, James Robertson, un des dirigeants fondateurs de notre tendance internationale et le secrétaire politique de la Spartacist League/U.S., avait écrit un tract reproduit dans *Young Socialist* (juin 1959), le journal des Young Socialist Clubs – qui devaient devenir l'organisation de jeunesse du Socialist Workers Party (SWP), alors trotskyste. Robertson était un membre d'une organisation shachtmaniste qui avait une position de « troisième camp » vis-à-vis de l'Union soviétique (c'est-à-dire qui refusait de la défendre). Communiste fervent, il fut gagné au trotskysme et rejoignit le SWP. Ce tract, intitulé « La brigade tibétaine : des larmes de crocodile souillent l'habit du moine » et publié par le club Eugene V. Debs de Berkeley, était sa première déclaration de défensisme soviétique trotskyste. Il écrivait :

« Le vrai choix pour le Tibet, si le contrôle chinois est rejeté, ce n'est pas d'être une nation indépendante, mais c'est une dépendance servile envers les armes, l'argent et les conseillers américains [...].

« La victoire du gouvernement communiste chinois est clairement le choix progressiste dans la confrontation actuelle. Cependant, reconnaître cela ne veut pas dire absoudre ce régime. Mais, même de cette façon déformée, cela fait partie des grands changements positifs sur le continent asiatique, des changements qui en fin de compte amèneront les maoïstes à leur propre perte. A travers ces réalisations mêmes, le régime sera renversé par la masse anxieuse de présider à ses propres destinées sans l'intervention d'une élite privilégiée. C'est cela l'avenir ; les moines-dirigeants tibétains sont le passé. »

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 911, 28 mars

## Journée d'études de la Ligue trotskyste

### Mai 68: une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF



# Mai 68 révolution sabotée

Samedi 21 juin à 11h

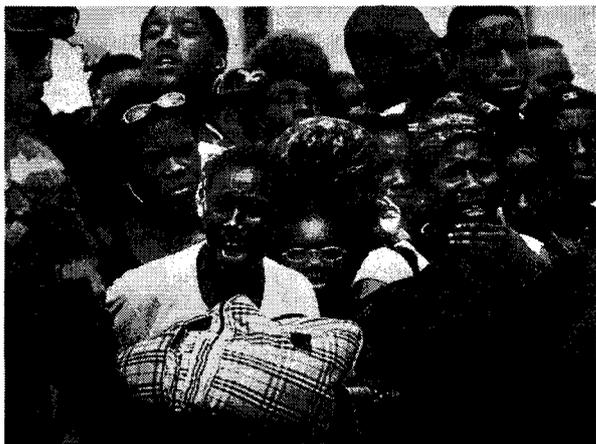
Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
(Métro ligne 9, Rue des Boulets)

Commandez les anciens articles de la LTF :  
(2 € l'ensemble)

- brochure de 1988 incluant un article de nos camarades américains en 1968
- article de 1998 paru dans *le Bolchévik* n° 148

# USA : Il faut rompre avec les Démocrates ! Pour un parti ouvrier lutte de classe !

## La campagne Obama : « unité nationale » au service de l'impérialisme US



AP



Winter/NY Times



AFP

A gauche : A La Nouvelle-Orléans, septembre 2005, des survivants de l'ouragan Katrina abandonnés par le gouvernement capitaliste raciste. Ci-contre : Le 20 septembre 2007, des manifestants venus de tous les Etats-Unis se rassemblent à Jena, en Louisiane, contre la persécution ségrégationniste de six jeunes Noirs.

Le discours de Barack Obama du 18 mars, intitulé « Une union plus parfaite », a été généralement encensé par toute la classe politique bourgeoise ; on l'a salué comme l'« ouverture d'un dialogue » sur la question raciale en Amérique. En fait, Obama a fait un discours d'« unité nationale » où il s'est mis en avant comme le meilleur candidat de la bourgeoisie pour diriger l'impérialisme américain taché de sang, et pour maintenir en bas de l'échelle les travailleurs, les Noirs, les immigrés et tous les opprimés. Obama, qui est lié à l'appareil du Parti démocrate dans l'Illinois, semble bien qualifié pour le poste de dirigeant exécutif en chef de l'impérialisme US, y compris en redorant le blason de celui-ci sur la scène mondiale.

Contrairement à la gauche réformiste, qui est explicitement ou implicitement derrière Obama, nous, révolutionnaires marxistes, luttons pour arracher les travailleurs et les opprimés à leurs illusions dans les démocrates, ce deuxième

### WORKERS VANGUARD

parti de la guerre et du racisme. Nous n'accordons aucun soutien politique à aucun politicien capitaliste – Barack Obama, Hillary Clinton, John McCain ou Ralph Nader – qu'ils soient démocrate, républicain ou vert. Nous sommes pour la totale indépendance politique de la classe ouvrière. Notre but, c'est de forger un parti ouvrier révolutionnaire multiracial qui se battra pour renverser le système capitaliste par une révolution ouvrière et pour instaurer un gouvernement ouvrier.

Obama a cherché à faire campagne sur le message de la « fin du racisme ». Mais dans l'Amérique capitaliste raciste,

faire disparaître la question raciale de cette campagne était impossible. Pendant des jours entiers, les médias ont diffusé en boucle, interminablement, les commentaires de Jeremiah Wright, ancien combattant et, depuis 1972, pasteur de l'Eglise unifiée de la Trinité du Christ, dont fait partie Obama. Les remarques du pasteur – dont beaucoup d'entre

## Pour la libération des Noirs par la révolution socialiste !

elles mettaient le doigt sur les crimes du gouvernement US – ne faisaient qu'exprimer la colère que ressent profondément une grande partie de la population noire, et on peut entendre des remarques similaires dans nombre de sermons dans les églises noires américaines ; en fait, l'Eglise de la Trinité fait partie d'une confession courante, en majorité blanche. En réponse à la controverse à propos de Wright, Obama, fils d'un Kenyan et d'une Américaine blanche, est monté lui-même en chaire à Philadelphie pour faire son discours sur la race.

Flanqué de huit drapeaux américains, Obama a donné sa version, dans le cadre du Parti démocrate, du populisme de l'« unité nationale » ; il a évoqué une réconciliation qui préserverait le statu quo capitaliste raciste. Après avoir déclamé que « la colère est réelle » parmi les Noirs, et que la condamner « sans en comprendre les racines ne sert qu'à creuser encore le fossé d'incompréhension existant entre les races », Obama s'est mis à flatter le chauvinisme anti-Noirs. Parlant des Noirs, il a montré du doigt « notre propre complicité dans

notre condition » – rendant ainsi les opprimés responsables de leur propre oppression. Il a dénoncé les aides sociales et a évoqué en termes conciliants l'opposition raciste à l'*affirmative action* [discrimination positive] et à l'intégration raciale des écoles par le *busing* [transport par bus des enfants selon la race vers d'autres écoles]. Il a fait la promotion de la « notion éminemment américaine – et, oui, conservatrice – qu'il faut s'aider soi-même », faisant ainsi écho à Booker T. Washington qui, il y a plus d'un siècle, prêchait qu'il fallait s'accommoder du statu quo raciste en disant aux Noirs pauvres qu'ils devaient se prendre eux-mêmes en charge, comme s'ils en avaient les moyens.

Dans son discours, Obama a aussi fait l'éloge du chauvinisme protectionniste, il a clairement affirmé son soutien à Israël, dénoncé « l'islam radical » et applaudi la « guerre contre le terrorisme » impérialiste. Concernant son opposition à l'invasion de l'Irak, Obama déclarait dans une interview à la radio avec le journaliste de droite Michael Smerconish dont des extraits ont été publiés dans le *Philadelphia Inquirer* du 24 mars : « Ce n'est pas que j'étais opposé à la guerre, c'est que je pensais que nous avions une guerre que nous n'avions pas terminée » en Afghanistan. Smerconish, qui a trouvé le discours d'Obama du 18 mars « étourdissant », a récemment publié avec Maureen Faulkner le livre *Murdered by Mumia* [Assassiné par Mumia], un pamphlet mensonger destiné à huiler l'engrenage pour faire exécuter Mumia Abu-Jamal, le condamné à mort le plus célèbre d'Amérique, un combattant courageux contre l'oppression des Noirs.

Obama a commencé et terminé son discours en rendant hommage aux « pères fondateurs » de l'Amérique ; il a déclaré que « la réponse à la question de l'esclavage était déjà inscrite dans notre Constitution ». Ce que les « pères fondateurs » avaient inscrit dans la Constitution, c'était l'esclavage. Il a fallu une guerre civile sanglante pour écraser le système esclavagiste sudiste. Mais ensuite la défaite de la Reconstruction radicale – la période la plus démocratique de l'histoire américaine pour les Noirs – a laissé les Noirs, bien que juridiquement libérés de l'esclavage, soumis à la tyrannie des esclavagistes vaincus et de leurs hommes de main du Ku Klux Klan.

Il faut remarquer qu'Obama a fait référence dans son discours à « l'héritage brutal de l'esclavage et de Jim Crow » [le système de ségrégation raciale du Sud]. Mais il a parlé de race pour escamoter les réalités brutales du capitalisme raciste

américain d'aujourd'hui. Tout en refusant de désavouer Wright, il a condamné ses commentaires « tout simplement inexcusables », et déclaré que l'« erreur profonde » de Wright était qu'il « a parlé comme si notre société était statique ; comme si aucun progrès n'avait été fait ; comme si ce pays [...] était encore irrévocablement enchaîné à un passé tragique ».

L'oppression des Noirs est et demeure le fondement du capitalisme américain, qui est basé sur l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière multiraciale, comme nous l'écrivons dans notre article « La campagne Obama et le mythe de la "fin du racisme" » (*Workers Vanguard* n° 906, 18 janvier) publié ci-après.

Obama est le premier candidat noir qui ait vraiment une chance d'être élu Président des Etats-Unis, le flic en chef. Si lui (ou Hillary Clinton) l'emportait, ce serait significatif. Mais cela ne changerait en rien la condition essentielle des travailleurs, des Noirs, des femmes et des opprimés. Voyez les nombreux démocrates noirs qui ont été employés comme maires et comme chefs de la police dans de grandes agglomérations urbaines – de Los Angeles à Chicago, Detroit, Philadelphie ou ailleurs. Leur boulot, c'est de maintenir les travailleurs et les Noirs à terre à coups de botte, de superviser une terreur policière raciste omniprésente et de gérer les coupes sombres dans les services sociaux. Obama veut simplement devenir le surveillant de la plantation tout entière. La classe qu'il sert, c'est le gendarme réactionnaire du monde et l'ennemi du prolétariat multiracial et des masses opprimées aux Etats-Unis mêmes, et c'est encore plus le cas depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, qui a éliminé des entraves aux machinations de Washington.

L'émancipation de la classe ouvrière et la libération des Noirs ne pourront être accomplies qu'avec la destruction du système capitaliste américain par une révolution socialiste. Comme nous l'affirmons dans le préambule au programme des Labor Black Leagues [Ligues ouvrières/noires], qui sont fraternellement associées à la Spartacist League : « Nous luttons pour gagner la classe ouvrière tout entière, y compris les travailleurs blancs, ainsi que les immigrés hispaniques et autres qui sont en nombre croissant, à la lutte pour la libération des Noirs, une tâche stratégique pour la révolution américaine. »

– Traduit et abrégé de *Workers Vanguard* n° 911, 28 mars

Nous publions ci-après l'article « La campagne Obama et le mythe de la "fin du racisme" » publié dans *Workers Vanguard* (le journal de nos camarades américains) n° 906, 18 janvier.

\* \* \*

Les candidats du Parti démocrate, un parti capitaliste, disent tous que le thème principal de leur campagne de 2008, c'est le « changement ». Après sept ans de pouvoir de Bush et de sa bande de cinglés (ou de ce qui reste de son premier cercle), la plus grande partie de la population américaine veut effectivement le changement. L'occupation impérialiste de l'Irak, sanglante et très impopulaire, s'éternise, l'économie est au bord de la récession, les salaires et le niveau de vie de ceux qui ont un travail sont laminés, les libertés de plus en plus foulées aux pieds. La manière dont l'ouragan Katrina a été géré, une atrocité raciste, symbolise la politique intérieure de l'administration Bush ; des millions de personnes ont vu avec indignation comment on a laissé les habitants pauvres et noirs de la Nouvelle-Orléans mourir ou subir des conditions intolérables. D'Abou Ghraïb à Guantánamo, le vocabulaire

## Abonnez-vous à

# WORKERS VANGUARD

Publication bimensuelle  
de la Spartacist League/U.S., section américaine  
de la Ligue communiste internationale  
(quatrième-internationaliste)

**22 numéros (1 an) : 15 €**

plus *Spartacist* édition anglaise  
et *Black History and the Class Struggle*

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI, écrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

de la torture est devenu un sujet de « débat civilisé » dans les milieux bourgeois.

Les bureaucrates syndicaux et les politiciens bourgeois noirs, avec dans leur sillage la gauche réformiste, se sont emparés du mécontentement social pour colporter le mensonge que soutenir le « moindre mal » qu'est censé représenter le Parti démocrate servira les intérêts des travailleurs et des opprimés. Mais la politique suivie par le régime Bush n'est pas simplement le produit d'une administration particulièrement perverse. La guerre impérialiste, le racisme et la répression font partie intégrante du système capitaliste. En tant que marxistes, nous luttons pour arracher les travailleurs et les opprimés à leurs illusions dans les démocrates, cet autre parti de la guerre et du racisme, et pour forger un parti ouvrier qui se batte pour renverser le système capitaliste par une révolution ouvrière.

Dans la course à la présidentielle de 2008, les deux favoris démocrates auraient été impensables il y a seulement quelques années : un Noir, le sénateur Barack Obama, et une femme, l'ex-première dame Hillary Clinton. Obama a remporté les primaires de l'Iowa, Clinton celles du New Hampshire. Le troisième candidat le mieux placé à l'investiture démocrate, le sénateur John Edwards, se présente comme un populiste en croisade contre les « intérêts particuliers » et la « cupidité patronale ». Dans leurs discours de campagne, ils sont tous pour « la réconciliation », « l'espoir » et « l'unité ». Ils sont « gonflés à bloc et prêts à y aller », surtout pour restaurer l'image ternie de l'impérialisme américain dans le monde, y compris en envoyant quelques signaux en direction de la population qui demande un retrait plus rapide de l'Irak.

Le discours des démocrates est destiné à restaurer l'illusion que le jeu des chaises musicales de la politique électorale bourgeoise peut servir les intérêts des masses laborieuses. Les républicains prennent du plaisir à infliger des souffrances aux travailleurs et aux opprimés. Il n'y a qu'à regarder les débats républicains où les candidats rivalisent d'arriération raciste et anti-immigrés. De leur côté, les démocrates affichent un visage plus sympathique, pour mieux tromper les travailleurs et donner une façade plus populaire au *statu quo* capitaliste raciste. Pour reprendre la formule utilisée par le dirigeant bolchévique V.I. Lénine dans sa brochure de 1917 *L'Etat et la révolution* : « Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois [...] »

Nous, marxistes révolutionnaires, nous ne soutenons aucun politicien capitaliste. Nous ne nous présenterions pas non plus à des postes exécutifs – comme ceux de maire, gouverneur ou président –, même si les marxistes peuvent se présenter à des élections de type parlementaire, et l'ont déjà fait, comme tactique pour diffuser notre programme révolutionnaire. Comme nous l'ont enseigné jadis Karl Marx et Friedrich Engels, le gouvernement capitaliste est le comité exécutif qui gère les affaires de la classe capitaliste tout entière. Aux Etats-Unis, le président est le chef de l'exécutif, responsable de la plus gigantesque machine militaire de l'histoire, et d'un appareil répressif qui perpétue l'oppression et



Novembre 1982 : Manifestation ouvrière et noire organisée à l'initiative de la Spartacist League et qui a stoppé le Ku Klux Klan à Washington.

l'exploitation sociales à l'intérieur du pays. Se présenter à des postes exécutifs signifie aspirer à devenir le prochain commandant en chef qui décidera qui se fait torturer, qui se fait bombarder, qui se fait envahir (voir *Spartacist* édition anglaise n° 60, automne 2007).

Au moment des élections de mi-mandat de 2006, nous écrivions dans notre article « Pour un parti ouvrier lutte de classe ! » (*Workers Vanguard* n° 881, 24 novembre 2006) :

« Nous faisons l'analyse du mécontentement social, y compris celui qui se manifeste à travers le prisme déformant des élections ; en faisant cela, nous avons pour tâche de mettre à nu les antagonismes de classe irréconciliables qui sont à la base de cette société. C'est la classe ouvrière, avec sa composante noire stratégique, qui produit les richesses de la société. C'est la seule force sociale qui a l'intérêt objectif et la puissance sociale potentielle pour écraser le système capitaliste et jeter les bases de la construction d'une société socialiste égalitaire. Nous sommes pour l'indépendance politique complète du prolétariat par rapport à tous les partis capitalistes – démocrate, républicain et vert. »

## Parti démocrate contre libération des Noirs

Barack Obama, né d'un père kenyan et d'une mère américaine blanche, a l'image d'un policier charismatique et honnête, au-dessus des manœuvres sordides et de la corruption qui caractérisent la politique américaine. Il est particulièrement populaire dans la jeunesse étudiante. Et vu l'histoire de l'oppression des Noirs dans ce pays, la possibilité de l'élection du premier président noir, quelles que puissent être ses positions politiques véritables, amènera probablement beaucoup de Noirs, même s'ils étaient auparavant hésitants, à le soutenir. Si ce pays profondément raciste, où l'obscurantisme religieux et les préjugés anti-femmes sont omniprésents, a un jour comme président un Noir ou une femme, ce sera assurément un événement significatif. Mais cela ne changera en rien l'oppression des femmes qui, dans les sociétés de classes, est enracinée dans l'institution de la famille, ni celle des Noirs qui constitue la pierre angulaire du capitalisme américain. Pour le dire simplement, la libération

des Noirs et des femmes n'aura pas lieu sans la destruction du système capitaliste par une révolution socialiste.

Aux yeux des capitalistes qui nous gouvernent, Obama est potentiellement acceptable comme chef de l'exécutif parce que toute sa campagne est basée sur le mensonge de la « fin du racisme », l'affirmation que l'oppression des Noirs aurait été surmontée. L'éditorialiste Gary Young faisait remarquer dans le journal *The Nation* (31 décembre 2007) que la valeur d'un dirigeant noir « est semble-t-il directement proportionnelle à son éloignement de la communauté noire et du vécu de celle-ci. Ses apologistes désirent moins remodeler la politique noire que l'éliminer complètement ; ils veulent moins éliminer le racisme qu'éradiquer toute discussion sur ce sujet. » Cet article cite l'écrivaine noire radicale-libérale Angela Davis, ancienne porte-parole du Parti communiste, qui note à juste titre qu'Obama « est présenté comme l'incarnation de l'indifférence à la couleur de la peau ».

Dans son discours devant la Convention nationale démocrate de 2004, Obama déclarait : « Il n'y a pas une Amérique noire, une Amérique blanche, une Amérique hispanique et une Amérique asiatique – il y a les Etats-Unis d'Amérique. » Ce message a été récemment repris par le *Wall Street Journal*, porte-parole s'il en est du capitalisme, qui titrait dans son édition du 10 novembre 2007 « Le grand espoir des Blancs ? Barack Obama et le rêve d'une Amérique indifférente à la couleur de la peau. »

Ils peuvent toujours rêver. Un an après le discours d'Obama à la Convention nationale démocrate, l'horreur de Katrina allait (une fois de plus) montrer qu'il s'agit là d'un mensonge libéral. En réaction à cette atrocité raciste flagrante, Obama déclarait que « l'incompétence était indifférente à la couleur de la peau ». Où est « l'indifférence à la couleur de la peau » dans les efforts continuellement déployés pour chasser les Noirs de la Nouvelle-Orléans ? Et puis, quand 50 000 personnes, principalement des Noirs, se sont rassemblées à Jena, en Louisiane, pour protester contre la condamnation de six jeunes Noirs par la justice ségrégationniste, Obama a déclaré qu'il voulait juste « l'équité », et il a prétendu que « la question n'est pas qui est noir ou blanc ». Allez dire ça aux Noirs indignés par la prolifération de cordes



Souza/Chicago Tribune

Février 2007 : des étudiants écoutent le discours de Barack Obama à la George Mason University, en Virginie.

de pendu aux quatre coins du pays après la manifestation de Jena. Ceux qui sont venus à Jena avaient été mobilisés par les démocrates noirs Al Sharpton et Jesse Jackson, dans le but de canaliser la colère vers le Parti démocrate et de demander « justice » au gouvernement fédéral. Obama n'a même pas daigné faire acte de présence.

La réalité quotidienne de l'oppression raciste se mesure au taux de chômage astronomique des Noirs et au délabrement des logements des ghettos ; elle se mesure à la terreur policière omniprésente et à la relégation de près d'un million d'hommes et de femmes noirs dans l'enfer des prisons américaines, principalement du fait de la « guerre contre la drogue » ; elle se mesure aux écoles-prisons dans les quartiers des centres-villes, et à l'exclusion des Noirs des universités. Obama regarde tout cela et prétend, comme il l'a fait l'année dernière dans son discours à Selma, que le mouvement des droits civiques a fait parcourir à l'Amérique « 90 % du chemin » sur la voie de l'égalité raciale !

Il est certain que ce genre de position a servi la carrière d'Obama. Cela revient à faire porter aux opprimés la responsabilité de leur oppression. Dans son livre *L'Audace d'espérer*, paru en 2006, il déclare que « les minorités, sur le plan individuel et collectif, ont aussi leurs responsabilités » dans leur situation. Elles souffrent de « trop de télévision », d'un « manque d'accent sur la réussite scolaire » et de « l'effondrement de la famille noire biparentale ». Obama sermonne les Noirs en leur expliquant qu'ils devraient admettre que « le moyen le plus efficace pour réduire cette pauvreté serait d'encourager les adolescentes à finir leurs études secondaires et à éviter d'avoir des enfants hors mariage ». Et que « Nous devons également reconnaître que les conservateurs – et Bill Clinton – avaient raison concernant l'aide sociale », en référence à la suppression par Clinton de l'aide sociale « telle qu'elle était structurée auparavant », suppression qui a condamné des millions de pauvres et de Noirs, et notamment de femmes, à aller fouiller dans les poubelles. Voilà le programme d'Obama pour le « changement ».

Contrairement au mythe colporté par Obama et les autres libéraux, l'oppression des Noirs continue d'être le trait caractéristique central de la société américaine. Elle est **matérielle-ment enracinée** dans le capitalisme américain pour lequel elle joue un rôle central. Contre les intégrationnistes libéraux et les nationalistes noirs, notre combat pour la libération des

## Pour contacter la Ligue trotskyste de France :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A  
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)

Noirs est basé sur le programme de *l'intégrationnisme révolutionnaire*. Nous nous opposons à toutes les manifestations d'oppression raciste, et en particulier nous luttons pour mobiliser la puissance sociale du mouvement ouvrier multiracial ; mais en même temps nous insistons que pour obtenir l'égalité pleine et entière pour les masses noires il faut que la classe ouvrière arrache l'économie des mains des capitalistes et la réorganise sur une base socialiste. Alors seulement il sera possible d'éliminer les racines matérielles de l'oppression des Noirs en intégrant ceux-ci dans une société socialiste égalitaire basée sur une économie collectivisée, avec des emplois et des logements, des services de santé et une éducation de qualité pour tous.

Nous avons développé cette perspective dans « Noirs et rouges », un document clé adopté par la conférence de fondation de la Spartacist League en 1966 :

« La lutte des Noirs pour la liberté dans ce pays, si elle fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière tout entière, représente davantage que cette lutte. Les Noirs sont une caste opprimée définie par la race/couleur qui, en majorité, comprend les couches les plus exploitées de la classe ouvrière américaine [...]. A cause de leur situation à la fois en tant que couche la plus opprimée et aussi la plus consciente et expérimentée, les ouvriers révolutionnaires noirs sont destinés à jouer un rôle exceptionnel dans la révolution américaine à venir. »

## Oppression des Noirs et capitalisme américain

Les racines de l'oppression des Noirs plongent dans l'esclavage, qui a été écrasé par le fer et le sang seulement dans la Guerre de sécession, la seconde révolution américaine. Dans ce « conflit entre deux systèmes sociaux, entre le système de l'esclavage et celui du travail libre », selon la formule de Karl Marx, 200 000 soldats noirs ont participé aux combats et ont contribué à faire pencher la balance du côté de l'armée de l'Union.

Malgré la défaite du pouvoir esclavagiste et l'ouverture de la période la plus démocratique pour les Noirs dans toute l'histoire de l'Amérique, la Reconstruction radicale, la promesse de libération des Noirs a été trahie quand les capitalistes du Nord ont regardé vers le Sud dévasté et ont vu une occasion non pas de construire une démocratie radicale, mais d'exploiter les ressources du Sud, et aussi les affranchis du Sud. Le « compromis de 1877 » a scellé cette trahison, et, alors que les derniers soldats de l'armée de l'Union se retiraient du Sud, un nouveau système d'exploitation raciste a été instauré, au moyen de la répression systématique de la lutte des Noirs pour la terre, l'éducation et les droits civiques. Les anciens esclaves sont devenus des métayers et des fermiers locataires sur les terres de la classe des propriétaires blancs, composée d'éléments de la vieille oligarchie esclavagiste et d'une nouvelle bourgeoisie sudiste étroitement liée au capital du Nord. La ségrégation du système « Jim Crow » a été consolidée, défendue et maintenue par la terreur du Ku Klux Klan et une répression de type Etat policier. Les Noirs étaient *de facto* totalement privés de droits.

Le système « Jim Crow » dans le Sud imprima sa marque au pays tout entier. Les capitalistes, depuis longtemps, attisaient les haines religieuses et ethniques. Même après le début du XX<sup>e</sup> siècle, la ligne de fracture principale était celle qui séparait les protestants « autochtones » des ouvriers immigrés allemands, irlandais, italiens et autres, principalement catholiques. Avec la migration en masse des Noirs du Sud vers les villes industrielles du Nord, en particulier pen-



UPI

Juin 1963 : Martin Luther King Junior avec le ministre de la Justice Robert Kennedy, le dirigeant du NAACP (Association nationale pour l'avancement des gens de couleur) Roy Wilkins et le vice-président Lyndon Johnson après une rencontre à la Maison Blanche.

dant la Première et la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie a encouragé le racisme anti-Noirs, faisant de la division entre Blancs et Noirs une ligne de démarcation fondamentale qui a servi à obscurcir les irréconciliables divisions *de classe*. Et tout cela a servi à retarder la prise de conscience politique du prolétariat américain. Les Etats-Unis sont le seul pays industrialisé où les ouvriers n'ont jamais eu historiquement leur propre parti politique indépendant, même réformiste, reflétant les intérêts des travailleurs, par opposition à ceux du capital.

Les luttes courageuses des activistes noirs et blancs du mouvement des droits civiques, dans les années 1950-1960, ont joué un rôle décisif pour renverser le système ségrégationniste « Jim Crow ». La création d'un prolétariat noir dans le Sud a fondamentalement sapé ce système de ségrégation. La bourgeoisie a fini par accepter l'égalité des droits dans le Sud, en partie parce que le « Jim Crow » était devenu embarrassant pour l'impérialisme américain à un moment où celui-ci prenait une posture de défenseur de la « démocratie » et des « droits de l'homme » dans la guerre froide contre l'Union soviétique, le bastion industriel et militaire du monde non capitaliste.

La lutte pour l'égalité des Noirs croisait un mécontentement et une opposition grandissants face à la guerre contre-révolutionnaire que l'impérialisme américain était en train de perdre contre les ouvriers et les paysans vietnamiens. Le potentiel pour une transformation explosive et révolutionnaire de la société américaine était bien visible. Mais, dès le début, le mouvement des droits civiques était dominé par une direction noire issue des classes moyennes et alliée à l'aile libérale du Parti démocrate. L'objectif des dirigeants libéraux-pacifistes comme Martin Luther King Junior était de faire pression sur les gouvernements démocrates de John F. Kennedy et de Lyndon B. Johnson, afin que ceux-ci accordent l'égalité formelle des droits. Hillary Clinton et Barack Obama se querellent actuellement parce que H. Clinton a affirmé que Johnson avait fait davantage que King pour les droits des Noirs ; à ce propos, il est bon de rappeler que King a soutenu la répression de la révolte du ghetto de Watts en 1965, tandis que Johnson a envoyé des troupes fédérales pour écraser le soulèvement de Detroit en 1967.

Dans les années 1960, la Spartacist League, malgré la faiblesse de ses forces, a mis en avant la perspective d'un combat lutte de classe pour la libération des Noirs. Dans notre déclaration programmatique « Pour la révolution socialiste dans le bastion de l'impérialisme mondial », nous déclarions :

« Dans ses interventions dans le mouvement des droits civiques, la Spartacist League a appelé à un "Parti ouvrier de la liberté pour tout le Sud", pour exprimer l'indépendance politique de la classe ouvrière et la nécessité de mobiliser le mouvement ouvrier pour lutter pour l'émancipation des Noirs. Ceci était lié à une série d'autres revendications transitoires visant à unir les ouvriers blancs et noirs dans la lutte contre l'ennemi de classe capitaliste, comme par exemple de syndiquer les non-syndiqués et une échelle mobile des salaires et des heures de travail pour combattre l'inflation et le chômage. Nous appelions à l'autodéfense armée contre la terreur raciste, et à un front unique ouvrier contre l'intervention du gouvernement dans le mouvement ouvrier et contre l'envoi des troupes fédérales pour réprimer les luttes plébiennes noires. Ce programme n'a rien perdu de son urgence aujourd'hui. »

La faillite du programme libéral de la direction du mouvement des droits civiques est vite devenue manifeste quand le mouvement s'est étendu du Sud vers le Nord, où les Noirs avaient déjà l'égalité formelle des droits. La lutte pour un changement fondamental des conditions de vie dans les ghettos – pour une véritable égalité, pour des emplois, des logements décentes et des écoles correctes – entrainait en collision frontale avec la réalité du capitalisme américain. Beaucoup de militants noirs, frustrés par le conciliationnisme libéral et opposés à celui-ci, se sont tournés vers le nationalisme noir ; celui-ci rejette la classe ouvrière multiraciale comme force motrice de la lutte révolutionnaire contre ce système capitaliste raciste.

La bourgeoisie réagit à la combativité croissante des Noirs – représentée par Malcolm X, le Black Panther Party et d'autres – par une répression féroce, tuant 38 Panthers et emprisonnant des centaines d'autres dans le cadre du programme COINTELPRO. La répression policière, associée à des émeutes de flics dans les grandes villes américaines, provoqua une éruption spontanée de rébellions de ghettos dans tout le pays. En même temps, la bourgeoisie cherchait et parvenait à coopter dans le Parti démocrate une couche de dirigeants libéraux noirs traîtres, ce qui s'est reflété dans l'élection d'un certain nombre de maires noirs dans des grandes villes américaines au cours des décennies suivantes.

A la fin des années 1960, un retour de bâton raciste s'annonçait déjà, et dans les décennies qui ont suivi beaucoup des acquis de la période des droits civiques ont été renversés ou érodés. Un tournant clé a été la défaite du « *busing* » [transport d'écoliers par bus d'une école à l'autre pour briser la ségrégation] ; cette défaite a été infligée dans les rues de Boston en 1974-1975 par des bandes de racistes et dans des mairies et autres lieux de pouvoir par les politiciens libéraux. L'année dernière, la décision de la Cour suprême annulant les plans de déségrégation scolaire à Seattle et à Louisville vidait de toute substance l'arrêt *Brown contre le Ministère de l'Éducation* de 1954 interdisant la ségrégation scolaire. Le retour de bâton raciste fut rapidement suivi par une offensive contre le mouvement ouvrier, symbolisée par l'écrasement en 1981 du syndicat des aiguilleurs du ciel PATCO par l'administration Reagan ; celle-ci avait utilisé des plans préparés par l'administration démocrate de Carter.

Barack Obama est l'un de ceux qui ont bénéficié du mouvement des droits civiques. Il incarne aussi l'incapacité totale

du libéralisme bourgeois à répondre aux besoins des masses noires. Il est diplômé de la Harvard Law School et a été le premier président noir de la *Harvard Law Review*. Son ascension politique a été fulgurante, et elle a bénéficié de l'aide non négligeable d'éléments de la machine politique du Parti démocrate de Chicago, autour du maire Daley. Il y a 20 ans, pendant la campagne présidentielle de Jesse Jackson en 1988 où celui-ci avait remporté 13 primaires et obtenu plus de sept millions de voix, nous écrivions dans notre article « Jesse Jackson, le racisme et le Parti démocrate » (*Workers Vanguard* n° 451, 22 avril 1988) : « Les divisions *de classe* s'exacerbent au sein de la population noire, marquée par le fossé entre une mince couche de Noirs qualifiés, qui se sont engouffrés dans les brèches entrouvertes par le mouvement des droits civiques, et le "sous-prolétariat noir" des chômeurs permanents, dont les rangs ont été grossis par les ravages subis par l'industrie américaine dans les années 1970 et 1980. »

Quand Jesse Jackson s'était présenté pour l'investiture démocrate en 1984, dans le cadre de sa campagne pour former sa « coalition arc-en-ciel », puis une nouvelle fois en 1988, il essayait d'exercer une pression sur le parti, notamment en attirant des voix sur son nom, mais il n'avait aucune chance d'être choisi comme candidat. Mais aujourd'hui, la campagne d'Obama pose la possibilité de l'élection du premier président noir. Et il pourrait bien subir des attaques de la part de nervis ou de terroristes racistes ; des menaces de ce genre ont amené à ce qu'il reçoive dès maintenant une protection personnelle des services secrets. Comme l'expliquait sans détour un ouvrier noir de Caroline du Nord : « Je pense qu'il a certainement besoin de renforcer sa protection, parce que je pense qu'il y a des cinglés qui ne reculeront devant rien pour s'assurer qu'il ne gagne pas » (*Washington Post*, 5 janvier).

Quand Harold Washington, un démocrate noir, a été élu maire de Chicago en 1983, et qu'il a été confronté à une violente campagne raciste, nous avons insisté que « Washington a le droit d'assumer ses fonctions avec toutes les prérogatives normales. Les Noirs ont le droit d'élire qui ils veulent » (*Workers Vanguard* n° 326, mars 1983). Mais, contrairement à beaucoup de groupes de gauche réformistes, nous avons refusé d'accorder le moindre soutien politique à ce politicien de longue date de l'appareil du Parti démocrate, et nous avons lancé cette mise en garde : « Harold Washington trahira les Noirs de Chicago » (*Workers Vanguard* n° 328, 22 avril 1983). Et c'est ce qu'il a fait, en sabrant les emplois et les services publics, et en prenant la direction de la meurtrière police de Chicago.

Le rôle des élus noirs est de contenir les luttes sociales et d'administrer le pouvoir capitaliste raciste. Pour reprendre la formule lapidaire de l'ex-maire démocrate noir de New York, David Dinkins, pendant sa campagne de 1989, « ils l'accepteront si cela vient de moi ». Il y a par exemple le bombardement de la communauté MOVE de Philadelphie en 1985, qui a vu le massacre de onze Noirs, des hommes, des femmes et des enfants, et détruit un quartier noir tout entier. Ce bombardement a été perpétré par un maire démocrate noir, Wilson Goode, en connivence avec le FBI.

## Obama et la pseudo-gauche

Pour aller de l'avant dans la lutte contre ce système capitaliste profondément raciste, il faut rompre les chaînes politiques qui lient les travailleurs, les Noirs, les immigrés et les opprimés à leur ennemi de classe, en particulier à travers le soutien au Parti démocrate. Cela signifie mener une lutte poli-

tique non seulement contre les chefs syndicaux, dont beaucoup sont des poids lourds du Parti démocrate, mais aussi contre la gauche réformiste. Aujourd'hui, à mesure que la popularité d'Obama s'accroît, en particulier parmi les Noirs et les jeunes, les réformistes de l'International Socialist Organization (ISO), le dépeignent comme un symbole pour « tous ceux qui veulent rompre avec l'orthodoxie de droite desséchée qui domine la politique officielle depuis une génération » (*Socialist Worker*, 11 janvier).

Malgré diverses critiques d'Obama, l'ISO a clairement manifesté sa position au cours d'un rassemblement sur le campus de l'University of Illinois à Chicago, le 11 février 2007, quand le cortège de l'ISO a déployé une banderole avec cette supplique : « Obama : Lève-toi ! Vote contre les crédits ! » (pour la guerre en Irak). Ceci fait partie de la lutte de l'ISO pour donner aux démocrates « de la fermeté », qui est censée leur être apportée par « un mouvement antiguerre de base, qui puisse faire pression sur les politiciens depuis l'extérieur du système établi des partis » (*Socialist Worker*, 2 mars 2007). Bien sûr, John Kerry, membre éminent de l'establishment démocrate, soutient Obama qui a aussi reçu des soutiens significatifs de la part de financiers de Wall Street.

Le Workers World Party (WWP) est plus direct ; la conclusion de son éditorial « Derrière les votes pour Obama & Rodham Clinton » (*Workers World*, 9 janvier) laisse sans ambiguïté ouverte la possibilité de soutenir ce politicien capitaliste :

« Avec une candidature Obama, les organisations ouvrières et révolutionnaires devront rester sensibles à l'impact du racisme sur la campagne électorale, même si la gauche se démarque d'Obama ainsi que du républicain. La gauche devra aussi ajuster son approche s'il devait y avoir une intervention active de la population dans le processus électoral, notamment si une crise économique ou une guerre éclate pendant l'élection. »

De fait, le WWP avait soutenu Jackson en 1988, ainsi que d'autres démocrates noirs comme la candidate à la Chambre des représentants Cynthia McKinney en 2004 et le conseiller

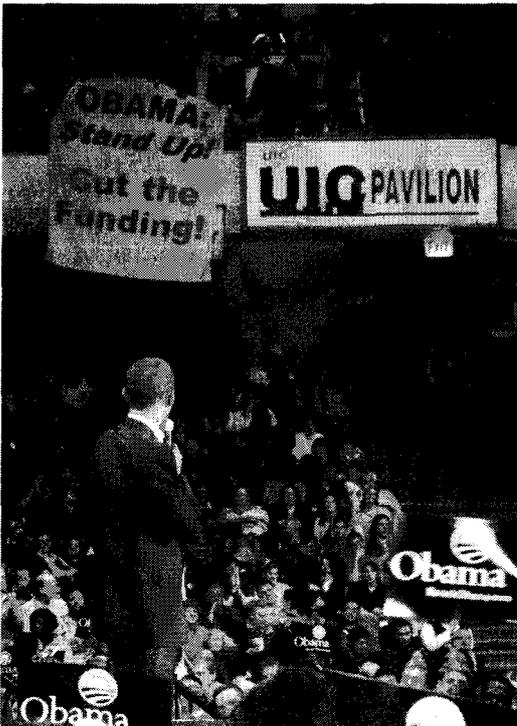
municipal de New York Charles Barron en 2006. Barron a quant à lui comme slogan : « Redevenons noirs et votons pour Barack » (*Amsterdam News*, 15 novembre 2007).

Obama, en fait, est à droite à la fois de Clinton et d'Edwards sur beaucoup de questions intérieures. Il est en phase avec le « centre » clintonien quand il soutient la peine de mort raciste et barbare. Dans le contexte d'attaques féroces contre les immigrés, il écrivait dans *l'Audace d'espérer* : « je ne suis pas totalement immunisé contre ces points de vue favorables aux Américains de souche. Lorsque je vois qu'on brandit des drapeaux mexicains dans des manifestations pour l'immigration, je ressens parfois une poussée de ressentiment patriotique. » Tout comme Clinton, Obama a été conduit par son « patriotisme » à soutenir le « Secure Fence Act » [loi sur la barrière sûre] qui ordonne la construction d'un mur de plus de mille kilomètres le long de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Quant à la politique internationale, outre une opposition prudente et inconstante à la guerre et l'occupation de l'Irak, l'article d'Obama sur le « Renouveau du leadership américain » paru dans *Foreign Affairs* (juillet-août 2007) est instructif. Il affirme clairement qu'il veut « mettre fin de façon responsable » à l'occupation de l'Irak, afin de redéployer et **d'amplifier de façon significative** les forces et les opérations militaires américaines aux quatre coins du monde. Comme les autres démocrates, Obama est à 100 % derrière l'occupation meurtrière de l'Afghanistan. Il est belliqueux envers le Pakistan, ainsi qu'envers l'Iran et l'Etat ouvrier déformé nord-coréen ; il écrit : « Nous devons développer une coalition internationale forte pour empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires et éliminer le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord [...]. Pour faire face à ces menaces, je n'exclurai pas l'option militaire. »

Il proclame ensuite : « Pour vaincre Al Qaïda, je construirai une armée du XXI<sup>e</sup> siècle et des partenariats du XXI<sup>e</sup> siècle aussi forts que l'alliance anticommuniste qui a gagné la guerre froide, pour rester à l'offensive partout, de Djibouti à Kandahar. » Ce n'est pas par hasard que le conseiller diplomatique d'Obama est un certain Zbigniew Brzezinski, vétéran de la deuxième guerre froide qui, quand il appartenait à l'administration démocrate de Jimmy Carter, avait travaillé à réarmer militairement et idéologiquement l'impérialisme américain après la défaite humiliante que lui avaient infligée les héroïques ouvriers et paysans vietnamiens. L'administration Carter avait lancé une campagne anticommuniste des « droits de l'homme » contre l'Union soviétique ; cette campagne comprenait un soutien massif aux réactionnaires islamistes en Afghanistan qui se battaient contre l'intervention de l'Armée rouge dans le camp du progrès humain élémentaire.

La plus grande partie de la gauche réformiste a marché au pas derrière les impérialistes pendant la deuxième guerre froide. Aujourd'hui, à la suite de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, ils ont même arrêté de se réclamer, pour la forme, de la lutte pour la révolution prolétarienne. En tant que révolutionnaires trotskystes, nous sommes restés fermes sur la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, tout en luttant pour une révolution politique pour chasser les bureaucraties staliniennes et instaurer des régimes basés sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révo-



Chicagoist

Février 2007 : à l'University of Illinois-Chicago, des manifestants dirigés par l'ISO déploient une banderole qui supplie Obama de ne pas voter les crédits de guerre.

lutionnaire. Aujourd'hui, nous appliquons ce même programme aux Etats ouvriers déformés restants, la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba.

La restauration du capitalisme en URSS a été une défaite historique pour le prolétariat international. Aujourd'hui, l'impérialisme américain rapace se proclame la superpuissance d'un monde « avec une seule superpuissance », et les capitalistes, au niveau international, intensifient leur guerre de classe contre les travailleurs, les immigrés et les opprimés. La conscience rétrograde de la « mort du communisme » a fait des petits ; ses rejets réactionnaires vont de la mythologie de la « fin du racisme » au manque d'espoir, largement répandu, parmi les travailleurs dans la possibilité d'améliorer fondamentalement leur condition. Il est révélateur de la décomposition de la gauche que l'écrivain radical-libéral Alexander Cockburn fasse maintenant l'éloge du républicain libertaire de droite Ron Paul – un partisan fanatique du capitalisme de « libre marché » – en le présentant comme un « homme de principes » et « un candidat que les gens de gauche doivent et peuvent soutenir » (*Nation*, 21 janvier).

Il n'y aura pas de résistance efficace à la paupérisation des

travailleurs américains sans l'unité dans la lutte entre les syndicats et les pauvres hispaniques et noirs. Il faut se battre pour une nouvelle direction lutte de classe du mouvement ouvrier qui luttera pour mobiliser et étendre le pouvoir des syndicats, non seulement pour défendre le niveau de vie des ouvriers mais aussi pour combattre la discrimination raciste et les attaques anti-immigrés. Une telle direction lutte de classe luttera contre les expulsions et pour syndiquer les travailleurs immigrés, en exigeant les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Comme nous l'écrivions dans notre Déclaration programmatique :

« Malgré la destruction des emplois industriels et l'érosion de la puissance des syndicats, les ouvriers noirs, dont le taux de syndicalisation est significativement plus élevé que celui des ouvriers blancs, continuent à être intégrés dans des secteurs stratégiques du prolétariat industriel, qui seul a la puissance nécessaire pour mettre à bas ce système capitaliste raciste. Gagnés à un programme révolutionnaire, les ouvriers noirs seront le lien vivant pour opérer une fusion entre la colère des masses déshéritées des ghettos et la puissance sociale du prolétariat multiracial, sous la direction d'un parti d'avant-garde léniniste. »

## Paris 8...

*Suite de la page 5*

qui a pris part aux bombardements de l'OTAN contre la Serbie.

La LCR critiquait à l'époque ces bombardements de l'OTAN car l'OTAN est dominée par les impérialistes américains rivaux de la France. La LCR exigeait plutôt « une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE [donc une force européenne] pour appliquer un accord transitoire » (*Rouge*, 1<sup>er</sup> avril 1999). Jusqu'à ce jour le Kosovo demeure un protectorat européen, avec des milliers de soldats impérialistes qui constituent le véritable pouvoir d'Etat là-bas. **Troupes et flics français et toutes les autres troupes impérialistes, hors du Kosovo et des Balkans !** En 2002-2003 la LCR multipliait les appels à Chirac pour qu'il s'oppose aux menées de guerre des USA en Irak. Ce qui motivait Chirac c'était la menace que celles-ci représentaient pour les intérêts (pétroliers et autres) de l'impérialisme français.

Le jour de la provocation de l'armée française à Paris 8 il y avait aussi un groupe, dans le hall d'entrée de la fac, qui distribuait le journal *l'Internationaliste*, lié à l'organisation italienne semi-bordiguiste Lotta comunista marquée par un strident anticommunisme contre la Chine et la Corée du Nord. Lorsqu'un de nos camarades est allé leur demander s'ils comptaient faire quelque chose contre la présence des recruteurs de l'armée française, leur seule réponse était qu'au lieu de ça ils allaient avoir un « cours marxiste ». Pire, ils sont allés jusqu'à menacer notre camarade de lui mettre la main dans la figure ! Le gangstérisme dans le mouvement ouvrier va toujours de pair avec le soutien à sa propre bourgeoisie. D'ailleurs *l'Internationaliste* prétend que l'impérialisme français n'existerait plus (il serait remplacé par un impérialisme européen), ce qui justifie son refus systématique de s'opposer à lui. **A bas l'impérialisme français !**

*Nous reproduisons ci-après la prise de parole de notre représentant au piquet de protestation, revue pour publication.*

\*\*\*

L'armée française est présente aujourd'hui en face de la

fac de Saint-Denis pour recruter la nouvelle chair à canon de l'impérialisme français. Cette même armée que Ségolène Royal avait voulu charger de rééduquer les jeunes de banlieue, ce qui n'avait pas empêché la LCR et LO d'appeler à voter pour elle. **Nous disons : Sergents recruteurs de l'armée, hors des facs ! Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise !**

L'armée est une composante fondamentale de l'Etat capitaliste (avec la police, les tribunaux et les prisons) pour assurer la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les opprimés. Les troupes françaises sont utilisées pour défendre et étendre les profits de l'impérialisme français à travers le monde. En ce moment au Tchad, l'armée française intervient pour préserver les profits de la bourgeoisie française et menacer l'Etat ouvrier déformé chinois qui exploite une partie du pétrole du Soudan pour subvenir à ses besoins. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine face à l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. Et pour la défense militaire de toutes les forces attaquées au Tchad par l'armée française. **Nous disons : Troupes françaises, hors d'Afrique, du Liban, d'Afghanistan et des Balkans !**

L'armée française se prépare à une intervention contre l'Iran en construisant des bases militaires au Moyen-Orient (exemple la base navale à Abu Dhabi). Le « socialiste » Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères de Sarkozy, a menacé militairement l'Iran. **Nous disons : Bas les pattes devant l'Iran ! L'Iran a besoin d'armes nucléaires pour se défendre !**

La campagne humanitaire au Darfour est une couverture pour les intérêts impérialistes et pour isoler la Chine. Nous appelons à la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés – Chine, Vietnam, Corée du Nord et Cuba. Nous luttons pour des révolutions politiques prolétariennes pour renverser les bureaucraties stalinienne qui y règnent. Contrairement aux réformistes antitrotskystes de LO et de la LCR, nous savons que le capitalisme n'est pas réformable. Pour en finir avec l'impérialisme et ses exactions, il faut une révolution socialiste dirigée par un parti ouvrier multi-ethnique comme en Octobre 1917. **Nous disons : Pour en finir avec le militarisme impérialiste, il faut de nouvelles révolutions d'Octobre !**

# Grande-Bretagne : des « socialistes » qui s'entichent de flics et de matons

Nous reproduisons ci-après un article de Workers Hammer, journal de la Spartacist League/Britain, section britannique de la Ligue communiste internationale.

## WORKERS HAMMER

Quel genre d'organisation « socialiste » inviterait un *maton* – ceux qui sont en première ligne pour imposer le système de « justice » raciste et brutale des patrons – comme intervenant de marque à son propre meeting ? Pour quiconque est familier avec l'histoire et la pratique de l'organisation basement réformiste qu'est le Socialist Party de Peter Taaffe [organisation sœur de la Gauche révolutionnaire en France] – célèbre pour sa position que les policiers sont des « travailleurs en uniforme » et pour son indifférence chauvine à l'oppression raciale – la réponse n'est pas une grande surprise. Ainsi, ceux qui ont participé au week-end « Socialism 2007 » du Socialist Party à Londres à la mi-novembre ont pu être témoins d'un spectacle grotesque : Brian Caton, dirigeant du Prison Officers' Association (POA) s'adressant en représentant « syndical » à une audience de militants soi-disant de « gauche ».

À l'extérieur, la Spartacist League avait un panneau qui protestait en disant que les matons ne font pas partie du mouvement ouvrier. Nous exigeons aussi que les flics de la police de l'immigration soient exclus du PCS, le syndicat de la fonction publique. Du point de vue de la classe ouvrière multiethnique, c'est un scandale que ce syndicat syndique la police de l'immigration qui est un ennemi mortel de la classe ouvrière et particulièrement des immigrés. Mais la présence de la police de l'immigration et de matons dans le mouvement ouvrier est parfaitement légitime pour le Socialist Party, dont les membres forment une majorité de la direction du PCS, parce que la position de Peter Taaffe est que les policiers sont des « travailleurs en uniforme ». **Police de l'immigration, hors du PCS ! Matons, hors des syndicats ouvriers !**

Lorsque des milliers de matons sont partis spectaculairement en grève en Angleterre et au Pays de Galles sur des questions de salaire et de conditions de travail le 29 août 2007, défiant une injonction du tribunal, le Socialist Party s'est extasié : « Cette action unitaire et déterminée sera applaudie par les socialistes et les syndicalistes partout dans le mouvement ouvrier comme un exemple de comment traiter les lois antisyndicales » (*Socialist*, 6-12 septembre 2007). Les matons – comme la police – ne font pas partie de la classe ouvrière mais sont le bras armé de l'Etat capitaliste.

Presque tout l'éventail de la « gauche » britannique a soutenu la grève des matons. Le Socialist Workers Party [dont les partisans en France, qui formaient auparavant Socialisme par en bas, sont enfouis dans la LCR] a écrit dans un article en date du 1<sup>er</sup> septembre 2007 disponible seulement sur Internet que les matons « doivent avoir le droit de faire grève et d'avoir un syndicat » même si, en même temps, il reconnaît le fait d'une évidence écrasante que « beaucoup de gardiens ont une histoire documentée de racisme et de violence ». Mais que signifient des grèves de matons ? De meilleures condi-

tions pour accomplir leur « travail » qui est de réprimer et brutaliser les prisonniers qui, dans la société capitaliste, sont en grande partie issus des couches les plus pauvres et les plus opprimées de la société. En Grande-Bretagne, le taux d'incarcération est disproportionnellement élevé pour les Noirs, les Asiatiques et les immigrés.

L'International Bolshevik Tendency (BT), un groupe douteux, revendait sa marchandise au « Socialism 2007 » des taaffistes. La BT diffusait un tract ambigu et trompeur intitulé « De quel côté êtes-vous ? Matons, hors de la TUC [Confédération syndicale britannique] ! » (10 novembre 2007), où elle donnait sagement conseil au Socialist Party en disant que « le POA n'est pas une organisation du mouvement ouvrier » et que « c'est une erreur de considérer leur action comme un coup porté aux lois antisyndicales ». Une erreur ? Les avances obscènes que fait le Socialist Party aux ennemis les plus farouches de la classe ouvrière sont simplement la conclusion logique de sa conception du monde et de son programme profondément réformistes. La BT a aussi saisi l'occasion pour faire entendre sa propre version de la position que les flics sont des « travailleurs en uniforme ». Au cours d'un meeting annexe de la BT intitulé « Gardiens de prison : de « courageux héros » ou les matons du patronat », leur intervenant a développé la position que les marxistes cherchent à scissionner la police dans une situation révolutionnaire.

Dans une situation révolutionnaire, les marxistes cherchent certainement à scissionner *l'armée* selon les différentes classes qui la composent, à gagner les « ouvriers (et paysans) en uniforme » aux côtés du prolétariat révolutionnaire. Mais, faisant de la lèche au Socialist Party, la BT obscurcit volontairement le gouffre qui sépare les soldats, qui sont utilisés comme chair à canon dans les guerres des capitalistes, et les flics qui s'engagent pour casser des grèves et les os des jeunes d'origine immigrée. Le dirigeant bolchévique Léon Trotsky a décrit la haine énorme que vouaient les ouvriers aux flics pendant la Révolution de février 1917 en Russie. Il écrivait dans son *Histoire de la révolution russe* : « La foule témoignait à la police une haine féroce. Les agents à cheval étaient accueillis par des sifflets, des pierres, des glaçons. Toute différente fut la prise de contact des ouvriers avec les soldats. » Il ajoutait par la suite : « La police est l'ennemi farouche, inexorable, haï et haineux. Il ne peut être question de se la concilier. »

Nous avons aussi noté autre part (voir « Sociaux-chauvins dans la peau : la douteuse BT refourgue sa camelote au Socialist Party », *Workers Hammer* n° 198, printemps 2007) que la BT partage beaucoup de choses avec le Socialist Party – les deux organisations sont imbibées d'anticommunisme et d'indifférence chauvine à l'oppression raciale et aux autres oppressions spécifiques. Pendant plus de 40 ans, le Socialist Party, anciennement connu sous le nom de Militant Tendency puis Militant Labour, a été enfoui dans le Parti travailliste (Labour Party). Tout au long de son histoire, il s'est caractérisé par un anticommunisme social-démocrate et une capitulation abjecte à l'impérialisme britannique. Pendant toutes ces années, cette organisation a refusé d'appeler au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord et il capitule

aujourd'hui à la « guerre contre le terrorisme » raciste du gouvernement travailliste. La notion que la police a sa place dans les syndicats va de pair avec sa politique de collaboration de classes, comme cela a été démontré par l'accord pourri que la direction du PCS dominée par le Socialist Party a négocié pour ses adhérents, obligeant les nouveaux embauchés de la fonction publique à travailler *cing années supplémentaires* pour avoir droit à la retraite.

Les marxistes comprennent que l'Etat n'est pas une institution neutre se tenant au-dessus de la société, mais un instrument d'oppression de classe. Dans son ouvrage d'une influence capitale de 1917, *l'Etat et la révolution*, le dirigeant bolchévique V.I. Lénine a réitéré la compréhension marxiste de l'Etat, dont le noyau consiste en « détachements

spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. » Sous le capitalisme, l'armée, la police, les tribunaux et les prisons ainsi que la bureaucratie de l'Etat ont tous pour raison d'être de protéger la richesse et le pouvoir d'une minorité minuscule de capitalistes qui exploitent les masses ouvrières et profitent de leur travail. L'Etat ne peut pas être réformé ou être contraint de devenir l'instrument des travailleurs et des opprimés. L'élimination de l'exploitation et de l'oppression capitalistes et la construction d'une société socialiste sans classe nécessitent que l'Etat capitaliste soit brisé au cours d'une révolution ouvrière et remplacé par un Etat ouvrier, basé sur des organes de pouvoir prolétarien tels que des conseils ouvriers.

— Traduit de Workers Hammer n° 201, hiver 2007-2008

## Lettre

Londres, le 10 décembre 2007

Chers camarades,

J'espère que la lettre que voici vous sera utile ; c'est à propos du Socialist Party [SP] qui défend la ligne que les flics sont des « travailleurs en uniforme ».

Au moment où nous protestions contre le fait qu'un représentant officiel du syndicat des gardiens de prison était à la tribune lors du récent week-end de débats du Socialist Party, l'un des vieux politiciens du SP a crié que nous devrions lire ce qu'écrivait Trotsky en 1923 sur l'importance du fait que la police allemande était pleine de sociaux-démocrates. J'avais déjà entendu la même personne dire cela en réponse à des interventions spartacistes contre leur ligne que les flics sont des « travailleurs en uniforme » et qu'ils doivent faire partie du mouvement ouvrier.

Comme nous le savons tous, les politiciens du SP ont le don de citer des références souvent relativement peu connues de grands marxistes ; ils les sortent de leur contexte et les déforment pour justifier leur ligne pourrie du jour, quelle qu'elle soit, auprès de leurs jeunes membres et pour dépeindre cette ligne comme du marxisme authentique.

Donc j'ai fait quelques recherches, dans le but de combattre ceci et — et ce n'est pas la moindre des choses — pour réfuter le fait vraiment choquant qu'ils associent l'un des plus grands dirigeants révolutionnaires avec la ligne scandaleuse que les flics et les gardiens de prison doivent faire partie du mouvement ouvrier. Voici le passage auquel je pense que le politicien du SP faisait référence :

« Ensuite il y a la police de l'Etat qui a 135 000 hommes. Elle est composée de membres des syndicats, dont la plupart sont sociaux-démocrates, qui ont des conceptions mencheviques. Peu nombreux, relativement âgés, chargés de famille, ils sont peu susceptibles de désirer lutter ardemment pour la cause de Stinnes et du capital. »

— Rapport au Troisième Congrès provincial moscovite du Syndicat panrusse des ouvriers métallurgistes, 19 octobre 1923, cité dans les *Military Writings of Leon Trotsky, Volume 5 : 1921-1923* (Marxist Internet Archive : <http://www.marxists.org/archive/trotsky/1922/military/ch25.htm>) [traduit par nos soins]

Ce discours représentait une analyse de la situation pré-révolutionnaire et du rapport de forces en Allemagne en 1923, en plein développement de la crise. L'article publié dans *Spartacist* n° 56 [n° 34 pour l'édition française] « Le

Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste » cite ce discours comme un exemple où Trotsky défendait de façon erronée l'entrée du KPD [Parti communiste d'Allemagne] dans les gouvernements de coalition de Saxe et Thuringe. Et on peut probablement argumenter que le discours de Trotsky n'était pas assez dur et explicite contre les flics sociaux-démocrates, ce qui rendait cette déclaration susceptible de distorsions. Cela correspondait à la position désastreuse qu'avait le Comintern sur l'entrée dans les gouvernements de coalition avec les sociaux-démocrates.

Mais à aucun moment ici Trotsky ne dit qu'on peut gagner les flics sociaux-démocrates au côté des travailleurs. Il insiste au contraire sur la faiblesse de la police pour souligner que la situation est favorable à la victoire d'une révolution ouvrière : « Peu nombreux, relativement âgés, chargés de famille », ils hésiteraient à tout risquer pour se retrouver du côté perdant d'une révolution. En d'autres termes on pouvait les *neutraliser* en faisant jouer la peur d'une puissante insurrection prolétarienne victorieuse. Et c'est là le mieux qu'on puisse attendre de membres individuels de la police dans une situation révolutionnaire : qu'ils soient paralysés par la peur et par le désir de sauver leur peau. Et, contrairement aux crétins réformistes comme ceux du SP, les appels minables aux flics et aux matons comme à des frères de classe et des « travailleurs en uniforme » vont à l'encontre de la création de l'avant-garde et du niveau de conscience qu'il faut pour mener à bien une révolution ouvrière dirigée contre le capitalisme et ses défenseurs-gendarmes.

Salutations fraternelles,

Olly L.

**Workers Hammer répond :** Nous remercions Olly pour sa lettre bien réfléchie. La position de Trotsky sur la police était généralement beaucoup plus tranchante et plus claire qu'elle n'était en 1923, et Trotsky était tout à fait catégorique que la police, c'est l'ennemi de classe, même lorsqu'ils ont des origines social-démocrates. On peut le voir dans le passage suivant :

« Le fait que les policiers ont été choisis pour une part importante parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut rien dire du tout. Ici encore, c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. »

— « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne » (*Problèmes vitaux du prolétariat allemand*), janvier 1932, dans *Comment vaincre le fascisme* ■

## Nouveau bulletin de la LCI

# Le dossier Logan

Nous reproduisons ci-dessous la préface de la brochure *The Logan Dossier*, publiée en août 2007 par le secrétariat international de la Ligue communiste internationale. Toutes les références non indiquées correspondent à des documents publiés dans cette brochure.

\* \* \*

Cette brochure rassemble les preuves qui ont conduit à l'exclusion de Bill Logan de la Tendence spartaciste internationale (TSI), aujourd'hui Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) [LCI], lors de notre Première Conférence internationale déléguée, en août 1979. Logan avait été secrétaire politique de la Spartacist League of Australia and New Zealand (SL/ANZ, aujourd'hui Spartacist

League/Australia) pendant ses premières années d'existence, de 1972 à 1977, secrétaire politique de la Spartacist League/Britain à l'époque de sa fondation en 1978, et membre du Comité exécutif international (CEI), l'organe dirigeant de la TSI/LCI. L'enquête sur Logan a été menée par une Commission de contrôle internationale ; il a été jugé et reconnu coupable de crimes contre la morale communiste commis pendant la période où il était secrétaire politique de la SL/ANZ ; il a

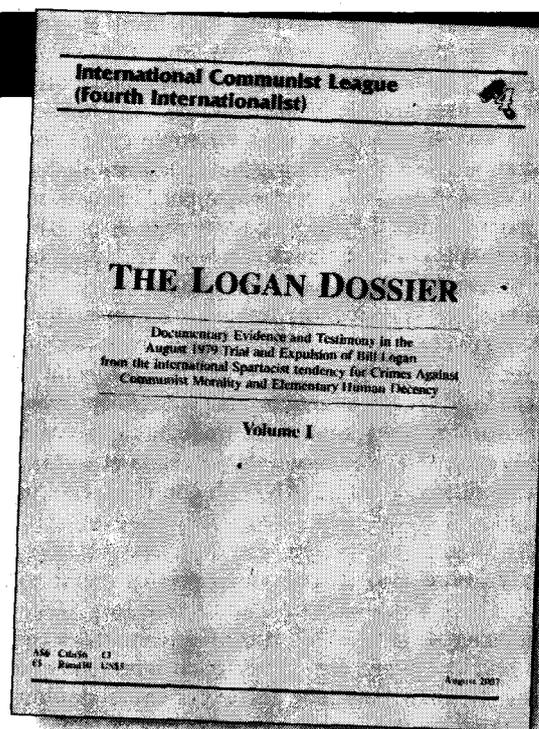


sans crédit

Bill Logan

été démontré qu'il était un « menteur à grande échelle patenté, et un sociopathe sexuel qui manipulait la vie privée des camarades pour des jeux de pouvoir et pour satisfaire ses propres appétits et pulsions aberrants, sous couvert de marxisme » (« Motion et vote sur les faits établis par le tribunal »). A l'unanimité, les délégués de la conférence ont décidé que Logan n'avait pas sa place dans la TSI, et qu'il « ne pouvait pas et n'aurait jamais dû être membre d'une organisation ouvrière ».

Après l'exclusion de Logan, nous avons pris l'initiative inhabituelle de mettre à la disposition du public trois bulletins intérieurs intitulés « On the Logan Regime » [Sur le régime Logan] (*International Discussion Bulletin* n° 10, parties I et II, janvier 1979 ; partie III [*International Information Bulletin* n° 16], novembre 1983). Les parties I et II traitent de la bataille contre les abus du régime de Logan dans la SL/B et contiennent un premier réexamen de la période où Logan dirigeait la section australienne. La partie III contient des documents relatifs aux accusations concernant la SL/ANZ et au procès, dont les rapports du tribunal devant la conférence et des extraits du tour de discussion. Une partie des documents figurant dans la présente brochure avaient été initialement



### Introduction substantielle du secrétariat international de la LCI, comprenant :

- ♦ Préface
- ♦ Résumé des faits et des éléments à charge
- ♦ Suite du résumé : réfutation de la défense mensongère de Logan
- ♦ Post-scriptum sur Bill Logan et la BT : les détritrus ne marchent pas tout seuls

### Documents, incluant :

- ♦ Acte d'accusation et verdict
- ♦ Procès-verbaux, correspondance et autres documents (1972-1977)
- ♦ Témoignages avant le procès (1979)
- ♦ Procès-verbal du procès, 26-29 août 1979 – choix de transcriptions

### 189 pages, en deux volumes – 5 € par volume

Commandes par chèque à l'ordre de la SEDI :  
SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

**Canada :** \$5 par volume, chèque à l'ordre de SCPA :  
Spartacist Canada Publishing Association, Box 6867,  
Station A, Toronto ON M5W 1X6

rassemblés pour être publiés dans un ou plusieurs bulletins qui devaient être publiés à l'époque, mais ils n'ont pas été publiés jusqu'à maintenant. Les autres documents de la brochure proviennent des archives de notre parti, ou sont des transcriptions des minutes du procès.

Ce que Logan a fait aux camarades australiens a été révélé pour la première fois lors d'une conférence nationale de la SL/ANZ en janvier 1979. Quelques mois plus tôt, en octobre 1978, Logan avait été évincé du poste de secrétaire politique de la SL/B, dont il démissionna après une rude confrontation politique. Pendant les 18 mois qu'il avait passés en Grande-Bretagne, Logan s'était révélé incapable de diriger la section. Il faisait preuve de duplicité dans ses rapports avec le centre de la TSI, le secrétariat intérimaire (SI – aujourd'hui secréta-

riat international), et avec ses pairs du CEI ; il maltraitait les camarades, en particulier les femmes, et avait la main lourde quand il réagissait à des critiques ou à des désaccords exprimés par des membres de la SL/B. A cette époque, le régime Logan en Grande-Bretagne était vu comme une aberration bureaucratique, le fait d'un dirigeant manquant de confiance en lui, à la gâchette facile et dépassé par la situation. Logan restait membre du CEI et, avec sa femme et collaboratrice Adaire Hannah, avait été transféré à New York pour travailler dans le SI, et ce à grands frais pour le parti.

Personne ne pouvait alors imaginer qu'un membre dirigeant de notre organisation communiste pouvait être un monstrueux sociopathe du genre que Logan allait bientôt s'avérer être. Dans la SL/B, ses pratiques abusives étaient maintenues dans des limites par les contacts fréquents qui avaient lieu entre la section et la direction internationale et son noyau de cadres expérimentés. La SL/ANZ, au contraire, était une section éloignée, avec des jeunes camarades relativement inexpérimentés. Mais la bataille en Grande-Bretagne débloqua et favorisa un processus de réexamen par les membres de la SL/ANZ. Ce processus arriva à son terme lors de la conférence nationale de la SL/ANZ, quand les camarades commencèrent à révéler les uns aux autres, et au représentant envoyé par le SI, Reuben Samuels, les expériences douloureuses qu'ils avaient longtemps gardées pour eux de crainte d'être « déloyaux ». La conférence de la SL/ANZ fut le théâtre d'une éruption de souvenirs et d'accusations traumatisants.

Ces accusations furent par la suite codifiées dans une résolution du comité central de la SL/ANZ (voir « Accusations du comité central de la SL/ANZ »). Une Commission de contrôle internationale (CCI) fut désignée par le CEI. Elle était chargée de rassembler et d'évaluer les preuves, et était constituée en tribunal pour recueillir de nouveaux témoignages et décider d'un verdict pour ce cas. Ce tribunal était composé de camarades issus de toute l'internationale hautement respectés pour leur intégrité, et qui n'avaient auparavant pas eu de relations suivies avec Logan. Il était présidé par la camarade Martha Phillips (Piper), de la SL/U.S., qui devait être assassinée à Moscou en 1992 alors qu'elle luttait pour construire un noyau trotskyste face à la vague contre-révolutionnaire qui a détruit l'Union soviétique. Le tribunal incluait d'autres camarades de la SL/U.S. et des sections canadienne et allemande de la TSI. En était également membre le vétéran trotskyste sri-lankais Edmund Samarakody, dont l'organisation avait à cette époque et depuis quelque temps des relations fraternelles avec la TSI. Les camarades Toni R. et Rachel W. étaient respectivement greffière et conseillère juridique de la Commission. Le camarade Dave Reynolds, du comité central de la SL/ANZ, faisait office de procureur au nom des plaignants australiens.

Dans les mois précédant le procès, plus d'une trentaine de déclarations et de documents, plusieurs centaines de pages au total de témoignages détaillés sur les actes de Logan ont été présentés par des membres de la SL/ANZ et par d'autres camarades, ainsi que des documents en défense de Logan rédigés par lui-même et par Hannah. Plus de 30 témoins ont déposé personnellement lors du procès qui s'est étalé sur une période de quatre jours immédiatement avant l'ouverture officielle de la conférence internationale. Plusieurs centaines de pages de documents concernant la période du régime Logan/Hannah – procès-verbaux, mémorandums, correspondance politique et extraits de certaines correspondances privées – avaient été également mises à la disposition de la Commission de contrôle. Logan avait le droit de procéder à un

contre-interrogatoire des témoins, et de contester les éléments à charge. Les conclusions du tribunal ont fait l'objet d'un rapport et d'une longue discussion à la conférence à laquelle ont pris part deux rapporteurs et plus de 40 intervenants.

Nous publions dans notre brochure les principaux documents présentés au tribunal comme témoignages écrits, ainsi que certaines correspondances et d'autres documents de la période du régime Logan en Australie, qui démontrent comment ce régime violait les normes spartacistes en vigueur et qui corroborent les témoignages. En outre, nous avons inclus des extraits substantiels de la transcription du procès, là où les témoignages oraux ne répètent pas en grande partie les documents écrits. Il convient d'insister, comme l'avait fait au début du procès la camarade Martha P., que dans un procès mené dans un parti léniniste un poids égal est accordé aux témoignages écrits et oraux. Pour plus de commodité, la brochure inclut aussi certains documents déjà publiés dans l'*IIB* n° 16 : la résolution du CC de la SL/ANZ énumérant les chefs d'accusation, le sommaire de Dave R. devant le tribunal, et la motion de la CCI excluant Logan adoptée par la conférence internationale.

\* \* \*

Comme Marx en était conscient quand il laissa de côté d'autres travaux cruciaux pendant près d'un an, en 1860, afin de démasquer le douteux calomniateur Herr Vogt, les tâches nécessaires de salubrité politique ne peuvent pas être évitées longtemps sans qu'on finisse par en payer le prix. Dans les années qui ont suivi son exclusion, Logan a refait surface en Nouvelle-Zélande, et il a réussi à s'insinuer à nouveau dans la gauche internationale, en grande partie grâce aux efforts d'un ramassis d'ex-membres aigris de notre tendance en Amérique du Nord qui, en octobre 1982, s'étaient déclarés « Tendance externe de la TSI » (ET – rebaptisée Bolshevik Tendency, BT, en 1985). Dans sa « Déclaration d'une tendance externe de la TSI », l'ET faisait de Logan la cause célèbre du déclenchement d'une vendetta contre notre parti, en le dépeignant comme un bouc émissaire de notre « régime » prétendument bureaucratique. Cependant, à notre connaissance, l'ET/BT a ensuite maintenu un silence public sur Logan pendant plus de huit ans, jusqu'à l'annonce soudaine, en 1991, de sa « fusion » de 1990 avec le Permanent Revolution Group (PRG) de Logan en Nouvelle-Zélande. A ce moment-là, non seulement ces desperados politiques ont publiquement fait cause commune avec Logan, mais ils l'ont bombardé dirigeant principal de leur nouvelle « Tendance bolchévique internationale ». Comme nous allons le montrer dans cette brochure, tout en menant sa propre variante de politique stalinophobe et social-démocrate, au fil des années la BT a commis toutes sortes de provocations et de calomnies à notre encontre, motivées par la volonté de détruire notre parti.

Ce même Logan qui s'affiche comme un dirigeant « bolchévique international » poursuit simultanément dans le monde réel, à Wellington (Nouvelle-Zélande), une activité d'« officiant » professionnel – une version New Age de précheur évangéliste et de guérisseur. Comme nous l'expliquons dans le chapitre intitulé « Post-scriptum sur Bill Logan et la BT : les détritrus ne marchent pas tout seuls », différents témoignages publics d'ex-membres du PRG et de la BT attestent que Logan a continué certaines des pratiques pour lesquelles nous l'avions exclu il y a 28 ans. Pour plus de détails sur la physionomie politique particulière de la BT, nous renvoyons le lecteur aux bulletins cités plus haut et aux différents numéros de notre série *Hate Trotskyism, Hate the Spartacist League* [Haine du trotskysme, haine de la Spartacist

League], qui reproduit des polémiques antispartacistes de nos opposants ; nous renvoyons aussi le lecteur à la brochure de la LCI *The International Bolshevik Tendency – What Is It ?* [L'International Bolshevik Tendency – qu'est-ce que c'est ?] (août 1995) et aux nombreux articles consacrés à la BT dans nos volumes reliés de *Workers Vanguard* (voir, par exemple, « A genoux devant le corps du général Wolfe sur les plaines d'Abraham », *Workers Vanguard* n° 827, 28 mai 2004).

En publiant les documents du procès Logan, nous voulons faire savoir à la nouvelle génération de militants de gauche que des gens comme Logan n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier. Notre but est de dénoncer sa tendance « bolchévique » opportuniste, comme l'officine douteuse qu'elle est, et de réfuter ses mensonges et ses calomnies contre notre parti. Nous espérons que la publication tardive de cette brochure permettra aussi d'atteindre un objectif plus large. Quand ils trompèrent la soi-disant « mort du communisme » depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, les propagandistes impérialistes qui justifient le système de meurtre de masse impérialiste, dénoncent eux-mêmes ceux qui cherchent à libérer l'humanité de l'exploitation de classe en les présentant comme le mal incarné – assoiffés de pouvoir, corrompus, pathologiquement violents et hostiles à toute sensibilité humaine. Comme le montre l'histoire de notre bataille pour débarrasser le mouvement ouvrier de Logan, de tels attributs sont l'antithèse de la nature même du communisme authentique.

Mais les caractéristiques qui ont fait de Logan la créature repoussante qu'il est ne sont pas inhabituelles dans la société *bourgeoise*. L'accumulation des richesses et l'administration du pouvoir nécessaire pour préserver et perpétuer ce statut privilégié attirent souvent des gens qui ont des qualités du genre de celles de Logan. La classe dirigeante britannique, en particulier dans son avatar Tory (conservateur), a été longtemps célèbre pour son appétit pour les sports violents, la peine capitale (dans la période plus récente la simple pendaison), les châtiments corporels à l'école et les penchants sexuels sado-masochistes associés. Toutes ces choses, mises ensemble, servent un but social important. Elles préparent les dirigeants du pays et de son ancien empire à administrer comme il convient leurs possessions, à la fois face aux opprimés et exploités, et pour les défendre contre leurs rivaux impérialistes.

Logan était un produit de ce système dans le petit dominion néo-victorien de la Nouvelle-Zélande. Ses origines politiques, dans la radicalisation des années 1960, se trouvent à l'aile droite de la politique bourgeoise néo-zélandaise, dans le National Party alors au pouvoir (voir « Jamais exactement un des petits gars... », de Bill Logan, dans *One of the Boys ?* [L'un des garçons ?], textes rassemblés par Michael King, éditions Heinemann, Auckland, Nouvelle-Zélande, 1988). Son profil social et éducatif s'enracine dans la culture des « public schools » (écoles privées d'élite) à l'anglaise de

Nouvelle-Zélande, imprégnées d'élitisme impérialiste et de sadisme misogyne. Beaucoup de gens se sont révoltés contre ce genre de milieu pour devenir des communistes, à commencer par d'héroïques espions soviétiques comme Kim Philby. Mais même quand il se proclamait communiste, Logan se vantait d'être resté fidèle au « style d'un collégien d'une école privée néo-zélandaise qui était presque toujours chef de classe ou sizenier chez les louveteaux, ou grand élève chargé de la discipline » (« Notes personnelles en préparation d'une discussion sur le problème Sharpe », 23 août 1978, « On the Logan Regime », partie I). Il était fier d'être suffisamment rusé, tranquille et sûr de lui-même pour pouvoir jouer sur les points faibles des autres.

Nous voulons l'avènement d'une société dans laquelle toutes les formes d'oppression sociale, d'exploitation et d'humiliation – les produits difformes de la pénurie matérielle – appartiendront au passé. Dans ce but, nous cherchons à faire prendre conscience au prolétariat – tout marqué qu'il est par les difformités dues à la domination de classe capitaliste – de son rôle historique de fossoyeur du système capitaliste, et de la société de classes dans son ensemble. La politique des jeux de pouvoir, du mensonge et des manipulations sexuelles est l'antithèse de cet objectif. Le parti léniniste exige un monopole sur les activités *politiques* de ceux qui adhèrent à notre mouvement. Nous tirons d'autant plus nettement une ligne de démarcation contre toute ingérence dans la vie personnelle des camarades. Poussé par des considérations de pouvoir et de contrôle, Logan était un manipulateur malfaisant, qui détruisait avec sadisme la vie personnelle des gens – forçant à vivre ensemble des gens qui ne le voulaient pas, amenant des gens qui voulaient vivre ensemble à rompre. Il n'y a aucune place pour des personnages comme William King Logan dans notre mouvement.

## Disponible également

### Sur le régime Logan (trois volumes en anglais)

Pour rendre service au mouvement ouvrier, nous avons rendu publics ces bulletins internes internationaux qui documentent les crimes de Logan.

3 € par volume

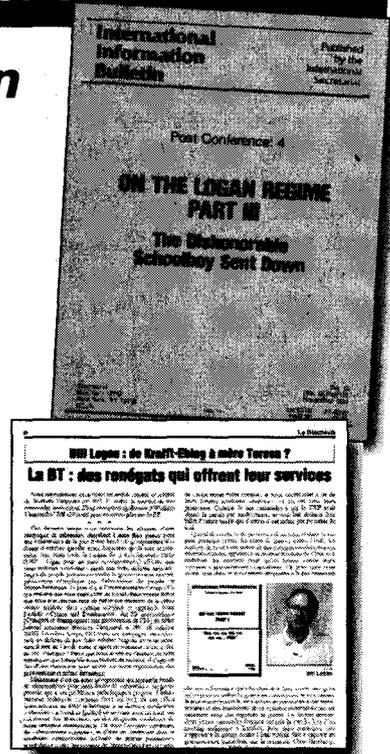
### Bill Logan : de Krafft-Ebing à mère Teresa?

### La BT : des renégats qui offrent leurs services

(Le *Bolchévik* n° 165, septembre 2003)

0,80 €

Commande par chèque à l'ordre de la SEDI :  
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Venezuela...

Suite de la page 4

britanniques, et effectué des redistributions de terres significatives. Nous défendons ce genre de nationalisations bourgeoises contre les attaques impérialistes, mais ce ne sont pas des mesures socialistes. Dans le cas du Mexique, la subordination de la classe ouvrière à Cárdenas a eu pour conséquence plus de 60 ans de corporatisme et l'assujettissement du prolétariat au Parti révolutionnaire institutionnel, le parti bourgeois au pouvoir jusqu'en 2000.

Quant à Chávez, lors d'une visite en France fin 2005, il avait ouvertement soutenu la répression par le gouvernement Chirac-Sarkozy lors de la révolte des banlieues, disant même des jeunes persécutés par les flics : « Sont-ils tous fous ? [...] Nous condamnons cela [la révolte] nous exprimons notre solidarité au peuple français et au gouvernement français, qui est un gouvernement frère, un ami » (*Rouge*, 17 novembre 2005). C'est un signe des temps qu'aujourd'hui Chávez est encensé comme le leader du combat pour le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Comme nous l'écrivions dans notre article « Venezuela : nationalisme populiste contre révolution prolétarienne » (*le Bolchévick* n° 175, mars 2006) :

« Pour bien comprendre la popularité de Chávez et de sa "révolution bolivarienne" parmi les jeunes militants de gauche idéalistes – et parmi les vieux opportunistes roublards – il faut se rappeler que nous vivons dans le contexte de la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. Pour ces jeunes radicaux, gavés par plus d'une décennie de propagande sur la "mort du communisme" aussi bien de la part de la droite que de la "gauche", la révolution d'Octobre est bien souvent une "expérience ratée". De même, ils rejettent la compréhension marxiste que seule la classe ouvrière peut mener la révolution sociale contre l'ordre capitaliste. De plus, il y a une confusion entre le capitalisme dans son ensemble et un ensemble particulier de politiques économiques connues sous le nom de "néolibéralisme" – privatisation généralisée des services publics, destruction des programmes de protection sociale, expansion impérialiste sans limite.

« L'histoire récente du Venezuela démontre amplement que le néolibéralisme et le populisme ne sont que l'avers et le revers d'une même médaille, parfois mis en œuvre par le même régime bourgeois à des époques différentes. »

De fait, au Venezuela au milieu des années 1970, le président Carlos Andrés Pérez du parti Action démocratique (AD) a nationalisé le pétrole et les mines. Surfant lui aussi sur des revenus pétroliers en forte expansion, le régime de Pérez avait également massivement subventionné les produits alimentaires, les transports, la santé et l'éducation. Lorsque le boom pétrolier se transforma en crise, le régime de Pérez institua lui-même, au début des années 1980, des mesures d'austérité brutales contre les travailleurs et les pauvres du pays.

Aujourd'hui les prix élevés du pétrole permettent à nouveau des réformes limitées. Mais le fonctionnement même du système capitaliste garantit la poursuite de l'exploitation et de l'appauvrissement des masses vénézuéliennes. En fait, si le référendum de Chávez a été perdu de peu, c'est dans une large mesure parce que les masses pauvres des villes, qui étaient descendues dans la rue contre le coup d'Etat de 2002 et qui avaient constitué la base de l'écrasante victoire de Chávez aux élections de 2006, où il avait reçu plus de 7 millions de voix, sont en grande partie restées chez elles lors de ce référendum. Comme le disait une femme habitant l'un des misérables bidonvilles de Caracas : « Si ce gouvernement est incapable de me donner du lait ou de l'asphalte pour nos routes, comment va-t-il donner une retraite à ma mère »

(*New York Times*, 30 novembre 2007).

Contre le nationalisme populiste de Chávez, il faut mobiliser le prolétariat, à la tête de tous les déshérités et de tous les opprimés, dans la lutte pour la révolution socialiste contre toutes les factions de la bourgeoisie vénézuélienne, attachée à l'ordre impérialiste par mille liens. C'est seulement ainsi que la lutte pour l'indépendance nationale et les autres tâches démocratiques peut aboutir, à l'époque impérialiste, dans des pays à développement capitaliste retardataire comme le Venezuela. Comme le soulignait Léon Trotsky, codirigeant avec Lénine de la Révolution bolchévique de 1917, dans les « Thèses » de *la Révolution permanente* (1929) :

« La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution *permanente*. »

Il ne peut y avoir d'amélioration fondamentale du sort des pauvres des villes et des campagnes sans la destruction de l'Etat capitaliste et le renversement de l'ordre social capitaliste, jetant ainsi, par une série de révolutions prolétariennes internationalement, les bases d'une société mondiale sans classes, dans laquelle toutes les formes d'exploitation et d'oppression auront été éliminées. Cela implique, et c'est crucial, de faire la liaison entre les luttes des masses latino-américaines et le combat pour la révolution socialiste aux Etats-Unis.

### Les apologistes réformistes du régime de Chávez

Sous le régime de Chávez les compagnies pétrolières étrangères ne s'en tirent pas mal, notamment la compagnie française Total qui vient en février de conclure un accord avec le gouvernement vénézuélien au terme duquel elle va toucher plus de 500 millions d'euros pour la réduction de sa part dans une co-entreprise d'exploitation des pétroles extra-lourds de l'Orénoque, et Total va pouvoir continuer à travailler très profitablement au Venezuela (*le Monde*, 12 février). Quant à la bourgeoisie vénézuélienne, tout en faisant d'énormes profits, elle sort une grande partie de ses profits hors du pays et elle stocke ses produits, ce qui a pour conséquence une inflation galopante et des pénuries de nourriture et d'autres produits de première nécessité. Selon la Banque mondiale, les 20 % les plus riches de la population continuent à empocher 53 % de l'ensemble des revenus alors que les 20 % les plus pauvres n'en reçoivent qu'un misérable 3 %.

Les ouvriers qui ont occupé les usines mises en faillite ou fermées par leurs propriétaires, comme celle de Sanitarios Maracay, ont été la cible des forces armées du régime de Chávez. En avril 2007, des ouvriers de cette usine, qui se rendaient à Caracas pour exiger la nationalisation de cette compagnie, ont été arrêtés en route par la police d'Etat et des unités de l'armée qui leur ont tiré dessus, avec comme bilan 14 blessés et 21 arrestations. De même, en août 2007, des représentants du syndicat de la fonction publique, qui étaient allés négocier un accord salarial avec le Ministère du Travail, ont été enfermés dans une pièce au ministère et, six jours plus tard, chassés par des nervis.

Rien de tout cela n'a empêché des marxistes autoproclamés de faire l'éloge de la « révolution bolivarienne » de Chávez. Un des exemples les plus éhontés est la Tendence marxiste internationale (TMI) d'Alan Woods qui s'enorgueillit de son statut de conseiller « trotskyste » de



Kaos

Avril 2007 : les troupes vénézuéliennes attaquent un manifestant lors de la marche des ouvriers de Sanitarios Maracay qui demandaient la nationalisation de l'usine.

Chávez. Juste avant le référendum, la section vénézuélienne de la TMI, le Courant marxiste révolutionnaire (CMR), a publié le 30 novembre 2007 une déclaration appelant à « une avalanche de Oui » et déclarant qu'une victoire « sera un nouveau pas en avant pour la révolution ». Incroyable mais vrai, le CMR prétendait que la victoire du référendum de Chávez aurait marqué « la fin de l'appareil d'Etat bourgeois » !

Le CMR prétend qu'appeler au « non » aurait fait le jeu « des capitalistes, de l'impérialisme et des bureaucrates ». Une série d'autres groupes reprennent cette ligne, y compris les camarades d'Olivier Besancenot au Venezuela dans le groupe de Stalin Pérez Borges qui a fait campagne pour le « oui » au référendum. *Rouge* (6 décembre 2007) se lamente de l'échec de Chávez au référendum, prétendant que « Les forces de "lutte de classe" sont, par conséquent, affaiblies ».

Il est indiscutable que les principales forces derrière le « non » étaient les opposants de droite au régime de Chávez. Mais soutenir ou s'abstenir dans un référendum qui aurait renforcé les pouvoirs répressifs de l'appareil d'Etat bourgeois est une trahison des intérêts de classe du prolétariat. La gauche opportuniste promeut la dangereuse illusion que l'Etat capitaliste peut être utilisé pour servir les intérêts des travailleurs, et renonce à la lutte pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. L'indépendance de classe de la classe ouvrière vis-à-vis de toutes les agences et de tous les représentants du pouvoir bourgeois – y compris les forces bourgeoises les plus « progressistes » – est le point de départ fondamental pour que la classe ouvrière lutte pour ses propres intérêts de classe. Elle est essentielle pour forger un parti ouvrier révolutionnaire qui luttera pour le renversement du capitalisme et la libération du joug impérialiste.

### Les pseudo-trotskyistes enjolivent le nationalisme bourgeois

Les centristes de l'Internationalist Group (IG) argumentaient que le référendum était « un programme pour un régime d'"Etat fort" bonapartiste » et concluaient que « pour des socialistes, approuver de telles mesures reviendrait à renoncer au programme de la révolution prolétarienne » (*Internationalist*, décembre 2007). Et donc l'IG appelait les

« ouvriers vénézuéliens ayant une conscience de classe [...] à voter blanc » ou « à s'abstenir ». Autant pour le programme de la révolution prolétarienne !

Que l'IG, malgré ses dénégations d'apparence orthodoxe, n'ait pu se résoudre à appeler à voter « non », c'est de l'opportunisme pur et simple. L'IG dit que le Venezuela est un Etat bourgeois. Mais ils ne veulent pas être considérés comme des opposants au référendum de Chávez. Les rododromades de l'IG sur la « guerre de classes » et la « lutte à mort contre les contre-révolutionnaires » ne servent qu'à promouvoir le mensonge – ouvertement colporté par les apologistes de gauche de Chávez qui ont encore moins de scrupules – qu'une révolution est en cours au Venezuela. C'est ainsi que l'article de décembre 2007 de l'IG appelait à « imposer le contrôle ouvrier sur la voie de la révolution socialiste » et à « écraser la contre-révolution par la mobilisation ouvrière ! » Tout ce bavardage sur le Venezuela qui serait « sur la voie » du socialisme est délibérément conçu pour camoufler le fait que Chávez administre un Etat capitaliste.

Il est instructif de noter qu'il y a quelques années, l'IG chantait une autre chanson. En 2000, face à un référendum de Chávez qui visait à démanteler la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), un article sur le site Web de l'IG en espagnol titrait : « Contre Chávez, la Bourse et le FMI – Venezuela : mobilisez la puissance ouvrière pour mettre en déroute le référendum antisyndical ». Nous nous sommes nous aussi opposés à ce référendum, et nous avons défendu les syndicats de la CTV contre la mise sous tutelle et l'attaque du gouvernement. Cependant, l'IG dépeignait Chávez comme un simple pion de la Bourse de Caracas et des impérialistes, et minimisait les dangers réels d'une intervention US, ainsi que les liens organiques de la CTV avec le parti bourgeois AD et ses connexions historiques avec les paravents « syndicaux » de la CIA en Amérique latine.

Comme nous le notions dans notre article « L'opportunisme crée de drôles de couples » (*Workers Vanguard* n° 787, 20 septembre 2002) : « Il n'était nul besoin d'être un génie pour voir que les impérialistes US en avaient après Chávez. Seuls des idiots ou des apologistes de la CIA pouvaient laisser passer ce fait. » Nous avons également trouvé que les dénonciations de Chávez par l'IG étaient quelque peu contre nature : « Etant donné son histoire d'alignement derrière les nationalistes "anti-impérialistes" du Mexique à Porto Rico et au-delà, on se serait attendu à ce que l'IG fasse les yeux doux au populiste-nationaliste Chávez. » Et voilà, c'est finalement le cas.

Après la victoire écrasante de Chávez lors des élections de 2006, une grande partie de la gauche a salué les appels de Chávez à approfondir le « processus révolutionnaire » par davantage de nationalisations, la création de « conseils communaux » et la fondation du PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela), un parti bourgeois sur toute la ligne, comme des signes avant-coureurs d'un assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie vénézuélienne. L'IG a suivi le mouvement en défendant Chávez lorsqu'il a révoqué le permis d'émettre de la RCTV, l'un des principaux médias porte-parole du coup d'Etat de 2002. Dans son article « Venezuela : bataille autour des médias » (*L'Internationaliste*, juillet 2007), l'IG argumentait que « dans des conditions de révolution ou de guerre, les questions démocratiques sont subordonnées aux questions de classe fondamentales ».

Pour les marxistes, les questions démocratiques sont *toujours* subordonnées à la ligne de classe. Ceci dit, il n'y a aujourd'hui au Venezuela ni révolution ni guerre civile. Pour sa part, Chávez a expliqué clairement, lors d'un meeting de masse à Caracas où il annonçait la révocation du permis de la RCTV, que « Nous n'avons pas de plan pour éliminer l'oligarchie, la bourgeoisie du Venezuela. Nous l'avons suffisamment démontré pendant nos huit années » (cité dans *International Socialist Review*, juillet-août 2007).

Comme l'écrivait Trotsky dans un article de 1938 contre une campagne de Vicente Lombardo Toledano, le dirigeant de la fédération syndicale mexicaine (CTM), sous le régime Cárdenas, visant à « "limiter" la presse réactionnaire, soit en la soumettant à une censure démocratique, soit en l'interdisant complètement » :

« La théorie et l'expérience historique attestent de la même façon que toute restriction de la démocratie dans la société bourgeoise est, en dernière analyse, dirigée invariablement contre le prolétariat, de même que tout impôt retombe aussi sur les travailleurs. La démocratie n'a de valeur pour le prolétariat que dans la mesure où elle permet le déroulement de la lutte des classes. En conséquence, un dirigeant de la classe ouvrière qui munit l'Etat bourgeois d'armes exceptionnelles de contrôle sur l'opinion publique en général et sur la presse en particulier, est très précisément un traître. En dernière analyse, avec l'aggravation de la lutte de classes, les bourgeois de toutes nuances finiront par se mettre d'accord entre eux et dirigeront alors contre la classe ouvrière toutes les lois d'exception, tous les règlements restrictifs, toutes les espèces de censure "démocratique". Celui qui ne comprend pas cela aujourd'hui doit quitter les rangs de la classe ouvrière. »

– « La liberté de la presse et la classe ouvrière »,  
21 août 1938

Dans son article sur le RCTV, l'IG assimile sans scrupules le régime bourgeois vénézuélien d'Hugo Chávez au gouvernement soviétique en Russie *après* que la révolution ouvrière dirigée par les bolchéviks avait détruit l'Etat capitaliste et créé un *Etat ouvrier*. L'IG écrit :

« Dans un décret du 9 novembre 1917 du Soviet de Petrograd, Lénine ordonna que les seuls journaux qui devraient être fermés seraient ceux "(1) qui appellent à la résistance ouverte ou à l'insubordination contre le gouvernement des ouvriers et des paysans ; (2) qui sèment la sédition par des déformations des faits tout à fait prouvables ; (3) qui sont à l'origine d'actions d'une nature manifestement criminelle, c'est-à-dire, criminellement punissables". RCTV (et d'autres chaînes de télévision et radios) ont rempli tous ces critères. » [la dernière phrase est soulignée par nous]

Poursuivant dans la même veine, l'IG écrit, dans son article de décembre 2007 sur le référendum, que Chávez « exprime de l'admiration pour le révolutionnaire russe Léon Trotsky, mais sa politique réelle est beaucoup plus timide ». Plus timide ! ? Trotsky était un dirigeant de la Révolution bolchévique de 1917. Selon l'IG, être « plus timide » est ce qui différencie le populiste bourgeois Chávez d'un dirigeant révolutionnaire du prolétariat international !

Malgré toutes ses déclarations sur le fait que le Venezuela est un Etat bourgeois, l'IG fait constamment des analogies et des comparaisons avec des pays où le capitalisme a été renversé. L'IG opine que « même si Chávez se débarrassait des

éléments pro-capitalistes de la manière dont les staliniens d'Europe de l'Est se sont débarrassés l'un après l'autre, des ministres bourgeois selon "la tactique du salami" après la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pas d'Armée rouge occupant le Venezuela pour servir d'arbitre ultime et de base du pouvoir pour ériger un Etat ouvrier déformé ». Cette analogie est aussi effarante que scandaleuse. Les pays d'Europe de l'Est n'étaient pas des Etats bourgeois après qu'ils avaient été occupés par l'Armée rouge à la suite de sa victoire sur les nazis. Au contraire, le pouvoir des anciens régimes fantoches ou d'occupation du Troisième Reich a été brisé lorsque les nazis ont été écrasés, laissant derrière eux un vide de pouvoir qui a été rempli par l'armée soviétique. Confrontés au déclenchement de la guerre froide impérialiste antisoviétique, les staliniens créèrent des Etats ouvriers déformés en tant que « zone tampon » par des transformations sociales à froid faites par le haut.

Avec cette analogie surréaliste, l'IG laisse entendre assez peu subtilement que le gouvernement bourgeois de Chávez serait une sorte de « régime de transition » qui pourrait accepter ou renverser le capitalisme. C'est ainsi que l'IG consolide sa position à la gauche du spectre du « trotskysme » bolivarien.

Nous avons caractérisé la politique de l'IG comme du « pablisme de la deuxième mobilisation » en référence au courant liquidationniste, dirigé par Michel Pablo, qui a détruit la Quatrième Internationale trotskyste au début des années 1950. Face au début de la guerre froide impérialiste et à la création, en Europe de l'Est et en Europe centrale, d'Etats ouvriers déformés gouvernés par les staliniens, les pablistes se sont tournés vers des forces non prolétariennes, et ont argumenté qu'on pouvait faire pression sur les staliniens, les sociaux-démocrates et les nationalistes du tiers-monde pour qu'ils adoptent un cours « approximativement » révolutionnaire, niant ainsi la nécessité d'un parti trotskyste d'avant-garde. Au début des années 1960, Pablo lui-même est devenu conseiller du régime bourgeois du FLN en Algérie, après que celle-ci avait arraché son indépendance à l'impérialisme français. C'est de ce courant qu'est issue la LCR de Besancenot, qui aujourd'hui mène le liquidationnisme à son terme en renonçant officiellement au trotskysme, au communisme et à la révolution avec son « nouveau parti anticapitaliste ».

En référence à ceux qui voulaient faire une croix sur la lutte contre le pablisme qui avait été menée par le trotskyste américain James P. Cannon au sein de la Quatrième Internationale, en raison du caractère limité de cette lutte, Jan Norden, aujourd'hui dirigeant de l'IG, observait lorsqu'il était encore un trotskyste membre de la Ligue communiste internationale que « Le résultat de ceci, c'est de libérer les centristes nés de la dernière pluie pour qu'ils puissent se livrer sans retenue à des combinaisons éclectiques et anti-internationalistes, en se groupant et en se regroupant avec d'autres créatures du marais pseudo-trotskyste (« Yugoslavia, East Europe and the Fourth International : The Evolution of Pabloist Liquidationism » [La Yougoslavie, l'Europe de l'Est et la Quatrième Internationale : l'évolution du liquidationnisme pabliste], *Prometheus Research Series* n° 4, mars 1993). Cela s'applique parfaitement à l'IG. Son opportunisme reflète l'adaptation à la régression du niveau de conscience politique dans le monde postsoviétique. Cela le conduit à une quête de plus en plus désespérée de forces sociales autres que le prolétariat pour pouvoir s'adapter à elles, et à rechercher des véhicules autres qu'un parti léniniste d'avant-garde pour faire avancer la lutte pour l'émancipation humaine. Et là arrive Hugo Chávez.

Visitez le site web de la LCI  
[www.iel-fi.org](http://www.iel-fi.org)

## Le mythe du « contrôle ouvrier » au Venezuela

L'appel de l'IG à « imposer le contrôle ouvrier sur la voie de la révolution socialiste » embrouille délibérément le sens du contrôle ouvrier, qui est le double pouvoir sur le lieu de production dans une crise révolutionnaire. Autrement dit, les ouvriers ont le pouvoir d'opposer leur veto aux actes de la direction. Une telle situation ne peut se terminer que par la prise du pouvoir par les ouvriers à travers une révolution socialiste, ou par la réaffirmation du pouvoir des capitalistes à travers la contre-révolution. Dans son article du 20 août 1931, « Au sujet du contrôle ouvrier de la production », Trotsky écrivait : « Le contrôle ne peut être imposé que par force à la bourgeoisie par le prolétariat, qui est en voie de lui arracher le pouvoir, et par là même la propriété des moyens de production. »

L'IG explique qu'il y a « des comités ouvriers qui existent sous une forme embryonnaire ou développée dans beaucoup d'usines et d'entreprises » au Venezuela. Ces comités, qui existent principalement dans les industries qui ont été nationalisées par l'Etat, sont en fait des systèmes de cogestion avec l'Etat capitaliste, dans lesquels c'est ce dernier qui a la haute main. Cela est reconnu même par les réformistes patentés du Socialist Workers Party (SWP) britannique qui écrivent : « Des représentants du gouvernement dirigent l'usine, quelquefois en coordination avec les représentants des ouvriers. Actuellement il y a environ 60 usines qui subissent une forme ou une autre d'occupation ouvrière qui fait pression pour la nationalisation. Là où ça s'est passé ainsi, ça a pris la forme d'une cogestion, qui est très loin du contrôle ouvrier » (*International Socialism* n° 116, 28 septembre 2007).

De fait, ce sont là des systèmes de collaboration de classes dont le but est d'enchaîner les ouvriers à l'Etat capitaliste. Il en va de même des « coopératives ouvrières », dont Jorge Martín, dirigeant de la CMR et apologiste-s'il en est du régime Chávez, indique que dans beaucoup de cas elles sont « devenues une excuse pour externaliser de la *main-d'œuvre* », c'est-à-dire pour casser les syndicats. Un facteur significatif derrière la formation du PSUV par Chávez est de maintenir le contrôle des syndicats par le gouvernement. Comme Trotsky l'écrivait à la suite de l'expropriation des

possessions pétrolières impérialistes par le régime Cárdenas au Mexique :

« La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des "intérêts communs" de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. »

– « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », août 1940

L'IG montre du doigt l'aile de l'Union nationale des travailleurs (UNT) dirigée par Orlando Chirino, qui s'est opposée à l'entrée dans le PSUV et a appelé à s'abstenir sur le référendum de décembre, et opine que l'UNT « est mystifiée depuis le début par l'énigme de comment s'opposer aux attaques de Chávez contre les ouvriers sans se couper de la popularité dont il jouit parmi les masses pauvres du Venezuela ». Cela mystifie tout autant l'IG. Ce qui n'est pas dit dans l'article de l'IG, c'est le fait que l'UNT a été fondée par des bureaucrates syndicaux *chavistas* qui ont créé la fédération en 2003, sous la houlette du gouvernement. L'UNT a été créée pour casser la Confédération des ouvriers vénézuéliens, elle-même un syndicat corporatiste lié au précédent régime bourgeois de l'Action démocratique et ayant des connexions avec les impérialistes US. La posture que prend Chirino comme défenseur de syndicats indépendants est contredite par sa loyauté envers le régime Chávez. Dans une interview donnée à la revue *International Socialism* du SWP britannique (9 mai 2007), Chirino s'enorgueillit d'être membre de « la première organisation politique à avoir soutenu la candidature d'Hugo Chávez à la présidence ». Mais ce n'était pas assez pour le régime de Chávez qui a licencié Chirino de son poste dans la compagnie pétrolière nationale fin décembre, juste après qu'il avait appelé à l'abstention au référendum. Nous dénonçons cette répression antisyndicale et appelons à la réintégration de Chirino.

Chirino est membre d'un courant issu de la tendance internationale de Nahuel Moreno, un aventurier argentin pseudo-trotskyiste décédé en 1987. Dans l'interview à *International Socialism*, Chirino cite la Chine comme faisant partie des « consortiums internationaux » qui « exploitent nos ouvriers plus que jamais ». Il poursuit en affirmant que « le capitalisme a été restauré en Chine il y a un certain nombre d'années, et aujourd'hui c'est le pays où la classe ouvrière est la plus exploitée. Ce sont des esclaves des temps modernes. » En fait, la Chine est un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé où le capitalisme a été renversé en résultat de la Révolution de 1949, une victoire pour la classe ouvrière internationale. Malgré les empiétements des « réformes de marché » instituées par la bureaucratie stalinienne, le noyau de l'économie chinoise reste collectivisé. Avec sa diatribe antichinoise, Chirino rejoint la partie importante de la gauche réformiste qui, ayant salué la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, se range maintenant du côté de sa bourgeoisie et refuse de défendre la Chine. Tout ceci en faisant l'éloge du populiste bourgeois Hugo Chávez et de sa « révolution bolivarienne ».



Voltaire.net

Le président mexicain Lázaro Cárdenas annonce la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1938.

En même temps, de nombreux militants, de gauche et autres, comparent faussement Chávez au régime de Castro à Cuba. Mais comme la Chine, et **contrairement** au Venezuela, Cuba est un Etat ouvrier déformé. Quand l'armée rebelle de Castro a marché sur La Havane en janvier 1959, l'armée bourgeoise et le reste de l'appareil d'Etat capitaliste qui avait soutenu la dictature de Batista, appuyée par les USA, a volé en éclats. Face à l'encerclement hostile de l'impérialisme US, en 1960-1961 le régime Castro a nationalisé la propriété capitaliste détenue par des Américains ou des Cubains, marquant l'expropriation de la bourgeoisie cubaine en tant que classe. C'était une révolution sociale. L'existence de l'Union soviétique a été cruciale pour fournir à la fois un soutien économique et un bouclier militaire qui a aidé à retenir la main du colosse impérialiste yankee, à moins de 150 km de ses côtes.

Les sociaux-démocrates font disparaître la distinction cruciale entre les nationalisations sous un régime capitaliste et l'expropriation de la classe des capitalistes sous un régime ouvrier, la dictature du prolétariat. Ils font cela dans le but transparent de défendre la démocratie bourgeoise et escamoter la nécessité d'une révolution ouvrière. Par exemple la Gauche révolutionnaire, affiliée au Comité pour une internationale ouvrière de Peter Taaffe (voir en page 5 de ce journal l'article de nos camarades britanniques sur le soutien de ce groupe aux gardiens de prison), déclare dans un récent tract électoral :

« Seule une société où l'économie sera organisée démocratiquement, pour satisfaire les besoins de tous, permettra d'en finir avec cela. C'est par la nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs, des principaux secteurs de l'économie que cela sera possible. C'est cela le socialisme ».

Pour eux le « socialisme » ce sont les nationalisations sous un gouvernement travailliste, sans la nécessité de détruire l'Etat bourgeois dans une révolution socialiste. Autrement dit ils parlent d'un gouvernement capitaliste. En 1991 à Moscou, ils étaient littéralement sur les barricades de Boris Eltsine lors du coup d'Etat de celui-ci. Eltsine a liquidé l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, restauré le capitalisme et privatisé l'ancienne économie collectivisée soviétique.

En tant que trotskystes révolutionnaires, qui avons combattu pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est et d'Europe centrale contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste, nous appliquons ce même programme aux Etats ouvriers déformés qui restent, à savoir la Chine, Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord. En même temps, nous luttons pour la révolution politique ouvrière pour chasser les bureaucrates staliniens – dont le dogme du « socialisme dans un seul pays » sape la défense des Etats ouvriers – et pour instaurer des régimes basés sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire. Ceux qui ne défendent pas les acquis existants de la classe ouvrière ne peuvent pas en conquérir de nouveaux. Notre défense militaire des Etats ouvriers déformés fait partie intégrante de notre lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Un élément clé dans notre perspective est le combat pour reforcer la Quatrième Internationale de Trotsky, parti mondial de la révolution socialiste.

Olivier Besancenot s'est par contre distingué récemment par son appel à des « élections libres » à Cuba, qui est le cri de ralliement des impérialistes pour ramener la « démocratie », c'est-à-dire le capitalisme, par une contre-révolution à Cuba. Besancenot a précisé (voir le site web de la LCR) :

« Pour moi, dans le socialisme que je défends, dans le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, il y a tout ça. Par exemple dans le Venezuela de Chávez, il y a des élections libres, il y a le multipartisme. »

Les ex-castristes de la LCR ont maintenant comme modèle le Venezuela capitaliste !

## Pour la révolution permanente !

La différence entre les jeunes radicaux idéalistes qui se tourment vers Chávez et les vieux opportunistes roubards est que ces derniers essaient de faire passer leur soutien à Chávez pour du marxisme. Beaucoup d'intellectuels radicaux et de groupes réformistes font passer pour argent comptant la référence de Chávez à la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Ce faisant, ils mettent la théorie de Trotsky complètement à l'envers. La révolution permanente est basée sur la conception selon laquelle dans les pays à développement capitaliste retardataire, aussi radical que soit le verbiage de leur régime, la bourgeoisie est trop faible, trop effrayée par le prolétariat et trop dépendante du capital impérialiste étranger, pour résoudre les problèmes de la démocratie politique, de la révolution agraire et du développement national indépendant. Au contraire, comme cela a été démontré par la Révolution russe de 1917, l'accomplissement de ces tâches ne peut être réalisé que sous le pouvoir de classe du prolétariat.

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'achève pas la révolution socialiste, mais ne fait que l'inaugurer en changeant la direction du développement social. Le prolétariat au pouvoir expropriera la bourgeoisie en tant que classe pour mettre en place une économie planifiée collectivisée, où la production est basée sur le besoin social et non sur le profit. Mais sans l'extension internationale de la révolution, particulièrement vers les centres impérialistes avancés et industrialisés, ce développement social serait arrêté et finalement inversé. Les efforts de l'impérialisme américain pour renverser le régime de Chávez soulignent la nécessité de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien qui est au cœur de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Les luttes du prolétariat dans les pays semi-coloniaux sont nécessairement indissociables de la lutte pour le pouvoir des ouvriers des centres impérialistes, notamment aux Etats-Unis.

En dépit de sa rhétorique populiste, Chávez n'est pas moins que ses opposants néolibéraux l'ennemi de classe de la victoire des ouvriers et des pauvres des villes et des campagnes. Nous cherchons à briser les illusions parmi les travailleurs et les opprimés – tant au Venezuela qu'internationallement – que le régime bourgeois de Chávez pourrait être un agent de la révolution sociale. Au contraire, nos opposants politiques acceptent et amplifient ces illusions. Comme nous l'écrivions dans « Venezuela : nationalisme populiste contre révolution prolétarienne » (*le Bolchévik* n° 175, mars 2006) :

« L'histoire réserve un verdict cruel à ces militants "de gauche" qui font la promotion de l'un ou de l'autre des caudillos capitalistes au langage gauche. On ne gagne pas à sa cause les opprimés des Amériques en faisant passer des hommes forts nationalistes pour des révolutionnaires et des aventures populistes pour des révolutions. Il faut au contraire construire les sections nationales d'une Quatrième Internationale reforgée dans l'esprit de l'hostilité révolutionnaire sans compromis à toute forme de pouvoir capitaliste. Au sud du Rio Bravo, de tels partis doivent être construits à travers la lutte politique contre les profondes illusions dans le populisme et le nationalisme. Aux Etats-Unis, l'ancre de la bête impérialiste, le parti ouvrier révolutionnaire sera construit dans la lutte pour faire rompre le prolétariat d'avec les partis Démocrate et Républicain, les deux partis du capital, et pour remplacer les bureaucraties pro-impérialistes de l'AFL-CIO par une direction lutte de classe. »

– Adapté de *Workers Vanguard* n° 907, 1<sup>er</sup> février

# Défense de la Révolution cubaine !

*Nous reproduisons ci-après une déclaration de nos camarades américains de la SL/U.S., parue dans leur journal Workers Vanguard du 29 février.*

\* \* \*

Le 19 février Fidel Castro annonçait sa démission du poste de président du Conseil d'Etat de Cuba, et de celui de commandant en chef des forces armées. Cette annonce a fait l'objet d'un concert de déclarations d'autosatisfaction de la part des politiciens bourgeois américains. Le président Bush a pris du temps sur sa tournée en Afrique pour offrir d'« aider le peuple cubain à atteindre les bienfaits de la liberté ». En Irak et en Afghanistan, deux pays dévastés par des années de guerre et d'occupation impérialistes, les masses connaissent la réalité des « bienfaits de la liberté » qu'apporte l'impérialisme US. John McCain, en tête de la course à l'investiture républicaine, espérait que Castro meure, déclarant : « J'espère qu'il aura très bientôt l'occasion de rencontrer Karl Marx. » Hillary Clinton et Barack Obama, qui sont en tête de la course à l'investiture démocrate, jacassaient qu'il fallait aider Cuba à aller vers plus de « démocratie ». De façon hypocrite, ils ont dénigré la répression par le régime de Castro visant des dissidents pro-impérialistes. En même temps ce sont les USA qui détiennent des centaines de prisonniers sans aucun droit dans les chambres de torture de Guantánamo, une base militaire US majeure installée sur un territoire volé à Cuba. Libération des prisonniers ! USA, hors de Guantánamo !

Il est du devoir du prolétariat international, et tout spécialement de la classe ouvrière des Etats-Unis, d'être pour la **défense militaire inconditionnelle** de l'Etat ouvrier déformé cubain contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. Lorsque les forces de guérilla petites-bourgeoises de Castro sont entrées à La Havane en janvier 1959, l'armée bourgeoise et le reste de l'appareil d'Etat capitaliste qui maintenaient la dictature de Batista soutenue par les USA se sont effondrés. Depuis que le gouvernement de Fidel Castro, confronté à l'hostilité implacable des USA, a exproprié la classe capitaliste à Cuba en 1960-1961 et établi un Etat ouvrier déformé, la classe dirigeante américaine travaille sans relâche à rétablir le pouvoir de la bourgeoisie sur l'île. Cela va de l'invasion en 1961 de Playa Girón (la baie des Cochons), menée par le démocrate John F. Kennedy, à des centaines de tentatives d'assassinat visant Castro, et cela va du soutien aux terroristes contre-révolutionnaires *gusanos* (vers de terre) de Miami à un embargo économique ininterrompu.

Au milieu des années 1990 Bill Clinton a par deux fois resserré l'embargo pour essayer de forcer Cuba à se soumettre ; en 2003 l'administration Bush a mis en place la Commission d'assistance à un Cuba libre afin de coordonner les efforts américains pour restaurer le capitalisme dans l'île. En même temps, certains éléments de la bourgeoisie américaine, représentés par des gens comme Obama, considèrent la possibilité d'alléger l'embargo économique en place depuis 48 ans dans le but d'accroître la pénétration économique impérialiste US et de renforcer les forces de la contre-révolution à l'intérieur de Cuba. Tous les groupes de la classe dirigeante américaine sont déterminés à reconquérir Cuba pour la livrer à une exploitation capitaliste sans entraves.

Nous exigeons la levée de l'embargo contre Cuba. En même temps nous mettons en garde que les appels à des « élections libres » ne sont que des mots codés pour une contre-révolution « démocratique », pour l'accession « électorale » au pouvoir de forces pour la restauration du capitalisme financées par l'impérialisme américain. Ces forces ont la ferme intention de détruire l'Etat ouvrier et d'exercer une répression massive, sinon un bain de sang, contre les travailleurs et les communistes.

L'expropriation des possessions des impérialistes US et de la bourgeoisie cubaine a apporté d'énormes acquis pour les masses travailleuses de Cuba, et notamment pour les femmes et pour les Noirs. Avec l'aide soviétique une économie centralisée et planifiée a été construite, garantissant l'emploi, le logement, la nourriture et l'éducation. Le système de santé cubain, malgré l'impact écrasant du blocus américain, est de loin le meilleur de tous les pays du tiers-monde. Des médecins cubains apportent régulièrement une assistance médicale à des dizaines de pays pauvres. Après l'ouragan Katrina, des médecins cubains avaient fait leurs bagages pour partir aux USA aider les victimes, mais on leur a refusé l'entrée dans le pays.

L'Etat ouvrier dégénéré soviétique soutenait Cuba à hauteur de quatre milliards de dollars d'aide par an et offrait une protection militaire cruciale contre les USA. Suite à la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992, l'économie cubaine a subi une récession massive. En réponse, le gouvernement cubain a ouvert des secteurs de l'économie à la pénétration économique impérialiste de l'Europe de l'Ouest et du Canada, ce qui a accru les inégalités. Cependant, ces dernières années, le gouvernement essaie de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des investissements impérialistes en passant de nouveaux accords commerciaux avec le régime capitaliste d'Hugo Chávez au Venezuela et avec l'Etat ouvrier déformé chinois. Il y a aujourd'hui un large débat autour de la question que Cuba de l'après-Fidel entreprenne une « ouverture économique » à la chinoise. Raúl Castro, qui est maintenant président après avoir occupé ce poste à titre provisoire depuis l'opération chirurgicale de Fidel Castro en juillet 2006, peut suivre telle ou telle politique économique stalinienne ; quelle qu'elle soit, nous soulignons que nous défendons Cuba de façon inconditionnelle militairement, ainsi que les autres Etats ouvriers déformés restants de la Chine, de la Corée du Nord et du Vietnam.

En même temps, nous nous opposons politiquement aux dirigeants staliniens, des bureaucrates traîtres, une couche parasitaire reposant sur des formes de propriété prolétariennes. Leur dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » est un obstacle à la défense des Etats ouvriers. Au lieu de se battre pour gagner les masses travailleuses d'Amérique latine et des USA à la lutte pour la révolution socialiste internationale, la bureaucratie stalinienne castriste a alimenté les illusions dans des régimes bourgeois « progressistes », de Salvador Allende au Chili au début des années 1970 à Chávez aujourd'hui. Il est scandaleux que le 20 février le secrétaire d'Etat du Vatican soit arrivé à La Havane pour inaugurer un monument en l'honneur de feu le pape Jean-Paul II pour le dixième anniversaire de sa visite à Cuba – un monument au

pape de la contre-révolution qui a travaillé infatigablement à la restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, et tout spécialement en Pologne où il était né !

Nous, trotskystes, nous sommes pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne à La Havane et établir un régime de démocratie ouvrière basé sur le pouvoir de conseils ouvriers et sur l'internationalisme révolutionnaire. La lutte pour défendre et étendre la Révolution cubaine est une marque distinctive de notre tendance depuis son origine en tant que Tendance révolutionnaire (RT) dans le Socialist Workers Party (SWP) au début des années 1960. En opposition à la majorité du SWP, qui tirait un trait d'égalité entre le régime de Castro et le gouvernement bolchévique de Lénine et Trotsky, la RT décrivait Cuba comme un Etat ouvrier déformé. Comme nous l'expliquions dans notre préface de 1973 à « Cuba et la théorie marxiste », *Marxist Bulletin* n° 8 [voir en français la brochure de la LTF *Pour la révolution politique ! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste : (Chine, Cuba, Indochine...)*], la RT s'était battue :

« sur trois points programmatiques essentiels par rapport à la révolution cubaine et à sa défense : l'insistance sur la révolution permanente, c'est-à-dire la position qu'aucune tâche essentielle de la révolution ne peut être accomplie sans la victoire et la consolidation d'un Etat ouvrier, et l'insistance, qui va de pair, sur la lutte pour l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution. Ajoutée à cela, la nécessité d'un parti trotskyste conscient comme avant-garde prolétarienne pour diriger cette lutte. »

Nous luttons pour la révolution politique prolétarienne et

la révolution socialiste internationale, contrairement à divers intellectuels de gauche, dont Celia Hart, une écrivaine cubaine connue qui soutient Castro. Ces intellectuels alimentent l'illusion que le soutien au régime bourgeois d'Hugo Chávez représenterait la possibilité d'étendre la Révolution cubaine. Hart, parlant de l'appel de Chávez pour le « socialisme », affirme : « C'est comme voir la thèse de ce Russe [Trotsky] sur la révolution permanente en 1905 prendre vie un siècle plus tard. » En fait Chávez est un dirigeant populiste bourgeois ; il n'est pas moins un opposant de classe à la victoire des travailleurs et des opprimés que n'importe quel politicien néolibéral. Il a pris des mesures pour resserrer le contrôle de l'Etat capitaliste sur le mouvement ouvrier et, comme même Hart l'admet, il n'est pas question pour lui d'envisager l'expropriation de la bourgeoisie vénézuélienne.

L'allié principal des masses cubaines dans la lutte contre l'impérialisme et la contre-révolution, c'est le prolétariat international, notamment la classe ouvrière multiraciale des USA. La Spartacist League/U.S., section de la Ligue communiste internationale, se bat pour forger un parti ouvrier révolutionnaire qui apporte au prolétariat américain la compréhension que la défense de la Révolution cubaine fait partie intégrante de sa propre lutte contre ses exploiters, les capitalistes US. Avec nos camarades du Grupo espartaquista de México et de la Trotskyist League/Ligue trotskyste du Canada, nous nous battons pour la révolution socialiste du Yukon au Yucatán, et dans toutes les Amériques. **A bas l'impérialisme US ! Défense de Cuba !** ■

## Déclaration du PDC...

Suite de la page 32

Mumia, qui a tiré sur l'agent Faulkner et qui l'a tué. Les aveux de Beverly ont été présentés aux tribunaux fédéraux et d'Etat en 2001, mais ceux-ci ont refusé de les prendre en compte. Le Partisan Defense Committee a publié récemment une brochure-exposé des faits intitulée *Murdered by Mumia : Mensonges au service d'un lynchage légal*, qui expose en détails les preuves de l'innocence de Mumia. » Cette brochure est disponible sur le site [www.partisandefense.org](http://www.partisandefense.org).

Wolkenstein a souligné : « La vraie raison pour laquelle Mumia a été jugé coupable et condamné à mort, c'est son engagement de toute une vie pour la libération des Noirs, depuis l'âge de 14 ans. Le pouvoir raciste voit en Mumia le spectre de la révolte noire. Les flics de Philadelphie et le FBI mènent contre lui une vendetta qui dure depuis qu'à l'âge de 15 ans il était porte-parole du Black Panther Party. Cette vendetta s'est poursuivie lorsqu'il est devenu un journaliste éloquent, connu comme la "voix des sans-voix" et partisan de l'organisation MOVE, qui était également dans le collimateur de la police de Philadelphie. En décidant de façon répétée de confirmer la condamnation de Mumia, les tribunaux ont foulé aux pieds nombre de précédents juridiques, y compris la décision *Batson* de la Cour suprême de 1986, qui stipulait que l'accusation ne peut pas récuser des jurés sur la base de leur race.

« Mumia n'aurait jamais dû être arrêté, n'aurait jamais dû être jugé, et n'aurait jamais dû passer une seule minute en prison. En 1857, dans la tristement célèbre affaire Dred Scott, la Cour suprême avait décidé qu'un Noir n'avait aucun droit qu'un Blanc soit tenu de respecter. L'Etat capitaliste et ses tribunaux ont montré clairement que Mumia n'a aucun droit que les tribunaux soient tenus de respecter. »

Pam Africa, qui dirige l'association International Concer-

ned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal, a déclaré au PDC : « Parlant au nom du mouvement et de Mumia, il devrait être évident pour tout le monde qu'il n'y a pas moyen que Mumia soit traité équitablement dans les tribunaux. Depuis le premier jour nous appelons à ce que Mumia soit immédiatement relâché ! Cela se base sur les preuves de l'innocence de Mumia, qui continuent de s'accumuler et que tout le monde connaît. Mumia veut être relâché, il ne veut pas passer le reste de sa vie en prison. Faites pour Mumia ce qu'il a fait pour nous, Levez-vous ! »

Concernant le verdict d'aujourd'hui, Wolkenstein a fait remarquer que « Le tribunal a écarté les preuves accablantes que la composition du jury avait été biaisée de façon raciste, ce qui avait marqué le procès de Mumia en 1982, où l'accusation, qui pouvait récuser péremptoirement 15 jurés, a usé de ce droit pour se débarrasser de onze jurés noirs. Récuser des jurés-noirs était une pratique tellement enracinée au bureau du procureur de Philadelphie qu'en 1987 ils avaient même réalisé une vidéo de formation pour entraîner les procureurs à le faire. »

En réponse à l'argument de la majorité des juges que la « vidéo de formation » du procureur n'était pas un argument recevable parce qu'elle avait été réalisée cinq ans après le procès de Mumia, le juge Thomas L. Ambro, en désaccord avec la décision, a déclaré : « Je trouve difficile à croire que les habitudes dans le bureau du procureur de Philadelphie étaient en quoi que ce soit meilleures cinq ans avant la réalisation de la vidéo de formation. » Ambro a argumenté que Mumia devrait à nouveau être présenté devant un tribunal fédéral d'instance où il serait demandé à l'accusation de justifier pourquoi elle avait récuser des jurés noirs ; il a fait remarquer que « c'était une affaire à forte connotation raciale ».

Plus de 900 individus et organisations, dont des syndicats représentant des centaines de milliers de travailleurs, ont signé

une déclaration du PDC intitulée « Nous exigeons la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal, qui est innocent » ; cette déclaration exige aussi l'abolition de la peine de mort. Parmi les signataires figurent les locaux de Sydney et de Victoria du syndicat des marins d'Australie ; le National Union of Mine-workers [syndicat national des mineurs] de Johannesburg, en Afrique du Sud ; la section 1199 du syndicat des employés SEIU à New York ; et la section 1422 du syndicat des dockers ILA à Charleston, en Caroline du Sud. En réponse au verdict d'aujourd'hui, Sadie Sanders, la responsable pour les actions politiques à la section new-yorkaise de la Coalition of Black Trade Unionists [Coalition des syndicalistes noirs], a déclaré : « Nous devons tous être scandalisés par cette décision », et elle a fait remarquer que son organisation « fera tout ce qu'elle peut » pour libérer Mumia.

Gene Herson, responsable des relations avec les syndicats au PDC, a déclaré : « Il faut que les mots deviennent des actions ouvrières pour lutter pour la libération de Mumia. Nous soutenons l'utilisation de toutes les voies de recours juridique, mais nous n'avons aucune illusion dans le système des tribunaux capitalistes. Ce sont des manifestations internationales massives, comprenant de manière cruciale des syndicalistes, qui ont stoppé la main du bourreau en août 1995, après qu'un ordre d'exécution de Mumia avait été signé. Le mouvement ouvrier multiracial doit être mobilisé indépendamment des forces de l'Etat capitaliste.

« La décision d'aujourd'hui est d'autant plus urgente pour relancer des actions de protestation de masse pour libérer Mumia, sur la base qu'il est innocent, et pour faire le lien entre son combat et la lutte pour abolir la peine de mort raciste. » Herson a ajouté : « On n'obtiendra pas la libération de Mumia en faisant confiance au système truqué de la "justice" ou aux politiciens capitalistes, y compris Hillary Clinton et Barack Obama qui tous les deux soutiennent la peine de mort. La puissance qui peut renverser la vapeur, c'est la puissance de millions de personnes – travailleurs, jeunes anti-racistes, partisans de l'abolition de la peine de mort – unies

dans la lutte pour exiger la libération de Mumia. »

Herson a opposé la perspective lutte de classe du PDC à celle de « ces groupes qui se sont focalisés sur des appels à un nouveau procès pour Mumia. De tels appels signifient de compter sur les mêmes tribunaux capitalistes qui, à tous les niveaux, ont confirmé la condamnation truquée de Mumia. Ils signifient des illusions que Mumia pourrait obtenir justice de la part du même Etat qui a tué 38 Black Panthers dans le cadre du programme COINTELPRO du FBI, et qui a massacré onze Noirs, dont des femmes et des enfants, dans l'attaque à la bombe incendiaire contre MOVE en 1985. Ce n'est certainement pas un hasard si cette décision arrive juste avant l'audience de libération conditionnelle prévue en avril des huit membres survivants des "9 de MOVE", qui ont passé 30 ans en prison. » Les « 9 de MOVE » avaient été victimes d'un procès truqué pour association de malfaiteurs et pour meurtre après que l'agent James Ramp avait été tué d'une balle perdue tirée par les flics eux-mêmes lors de l'attaque brutale par la police contre la maison de MOVE dans le quartier de Powelton Village, à Philadelphie, en août 1978. **Libération immédiate des prisonniers de MOVE !**

Tom Cowperthwaite, de la Labor Black League for Social Defense [Ligue ouvrière et noire de défense sociale], a déclaré : « Les racistes en robe de juge ont parlé. Il est plus que temps que le tribunal des masses ait son mot à dire. » Cowperthwaite, qui est membre de la section 100 du Transport Workers Union [syndicat des travailleurs des transports en commun] à New York, a ajouté, faisant référence à la grève des transports de décembre 2005 à New York qui avait paralysé la capitale financière du monde pendant trois jours : « C'est cette même puissance que nous devons mobiliser pour libérer Mumia et tous les prisonniers de la guerre de classe. Sur chaque lieu de travail, les mots "Grève !" et "Libération de Mumia !" doivent être prononcés dans le même souffle. Mobilisons la puissance de la classe ouvrière pour libérer Mumia, maintenant ! Abolition de la peine de mort raciste ! » ■

## Les illusions dans la justice capitaliste entravent la lutte pour la libération de Mumia

Mumia Abu-Jamal est le prisonnier politique le plus éminent aux Etats-Unis. Depuis 26 ans Mumia est dans le couloir de la mort pour un crime qu'il n'a pas commis, victime d'une machination parce que c'est un ancien porte-parole des Black Panthers, un partisan de l'organisation MOVE et un combattant éloquent contre l'oppression partout dans le monde, la voix des sans-voix. La lutte pour sa libération est un symbole de la lutte contre l'oppression des Noirs aux Etats-Unis. Il y avait un mouvement très large pour la libération de Mumia Abu-Jamal il y a dix ans, y compris des syndicats représentant des millions de personnes. Mais ce mouvement a été démobilisé ces dernières années par les illusions dans la justice capitaliste. Cela fait 26 ans que ce même système de « justice » refuse de considérer les preuves innombrables de l'innocence de Mumia, et notamment les aveux d'Arnold Beverly que c'est lui, et non Mumia, qui avait tué l'agent Faulkner. Et pourtant la

gauche réformiste, quand elle a quelque chose à dire sur Mumia, se concentre souvent sur des appels à un nouveau procès. Par exemple, le 4 février 2006, *l'Humanité* publiait un appel pour un « nouveau procès équitable » pour Mumia, signé par des centaines de personnalités, y compris des dirigeants du PCF (Marie-George Buffet), de la LCR (Olivier Besancenot) et de Lutte ouvrière (Arlette Laguiller). Mumia n'a pas besoin d'un nouveau procès. Il doit être libéré immédiatement !

Ce genre d'appel à un « nouveau procès équitable » constitue une déclaration politique de confiance dans la classe capitaliste, ses politiciens et ses tribunaux pour qu'ils accordent la justice aux militants pour la cause des opprimés. Il faut utiliser tous les moyens judiciaires possibles pour la défense de Mumia, et notre tendance a beaucoup fait à cet égard : c'est Rachel Wolkenstein, représentante du PDC, qui, lorsqu'elle faisait partie de l'équipe d'avocats de Mumia

entre 1995 et 1999, a découvert une montagne de preuves de l'innocence de Mumia, y compris les aveux de Beverly. Mais, comme le disait récemment Rachel Wolkenstein elle-même lors d'un gala de soutien du PDC pour collecter des fonds afin de venir en aide aux prisonniers de la guerre de classe :

« Nous avons fait ce travail juridique non seulement pour livrer bataille dans les tribunaux, mais aussi pour fournir des preuves cruciales pour qu'un mouvement reprenne ces preuves et se batte dans la rue en mobilisant la classe ouvrière dans la lutte pour la libération de Mumia. La classe ouvrière a en fait la puissance pour flanquer la trouille à la bourgeoisie et faire savoir à celle-ci que si quelque chose de mal arrive à Mumia il y aura une explosion sociale. Cette perspective est une composante de l'idée que la lutte pour Mumia fait partie de la lutte pour la libération des Noirs et pour tous les travailleurs et opprimés qui exigent une révolution socialiste. »

C'est pourquoi le mouvement pour sa libération ne peut pas faire confiance au système de « justice » capitaliste qui l'a condamné à mort. Le mot d'ordre d'un « nouveau procès » représente un appel à ceux qui voient dans le cas de Mumia non pas l'exemple d'une machination raciste contre un homme innocent, mais une « erreur judiciaire » qui entache la réputation d'impartialité du système judiciaire. Cela démoralise les jeunes et les travailleurs qui s'étaient joints à la lutte pour Mumia d'abord parce qu'ils voyaient dans son cas un reflet de leur propre lutte « contre le système » tel qu'ils le voyaient et tel qu'ils l'avaient subi eux-mêmes.

L'appel de la gauche française à un nouveau procès pour Mumia n'est pas une espèce de faux pas inattendu ; il reflète au contraire fidèlement l'attitude profonde de ces organisations par rapport à la « justice » capitaliste qu'elles considèrent comme un service public comme la poste, l'école ou l'hôpital. Et ce n'est pas seulement le cas du PCF. Par exemple Lutte ouvrière écrivait dans son journal du 30 novembre un article pour se lamenter des « mauvais coups contre la justice de proximité » de Rachida Dati :

« Les personnels de justice victimes du zèle ravageur de la ministre de Sarkozy ont raison de se mobiliser "pour s'opposer au démantèlement des services publics" comme l'expriment leurs représentants. Les tribunaux d'instance, par exemple, sont ceux qui traitent des problèmes de surendettement, des difficultés de paiement des loyers, des pensions alimentaires. Les milieux populaires, qui auront donc encore moins les moyens de faire entendre leurs droits en justice s'ils doivent se rendre à des dizaines de kilomètres de leur lieu d'habitation, apprécieront les déclarations de Dati ».

La LCR d'Olivier Besancenot est à peine moins explicite dans son apologie de la justice capitaliste : dans *Rouge* du 22 novembre 2007 ils se scandalisent de la suppression de 200 tribunaux d'instance et se solidarisent avec les manifestations des juges et magistrats. Ils disent : « Même si nous pensons que la justice favorise le plus souvent les plus aisés, la disparition de ces tribunaux d'instance risque d'aggraver cette situation. » Cela au moment même où Besancenot est traîné devant les tribunaux pour avoir simplement cité, pendant les élections présidentielles, les faits concernant le nombre de morts dus aux pistolets de type taser ! Et dans sa brochure-programme pour les élections municipales la LCR promettait que « les élu-e-s 100 % à gauche défendront le droit à un accès égal pour tous à la justice, avec des *permanences de juges*, d'avocats, de travailleurs sociaux pour apporter l'aide nécessaire à chacun, notamment pour les plus démunis » (souligné par nous). On avait déjà la « comparution immédiate », qui a envoyé en prison des centaines de jeunes de banlieue pendant et après la révolte de 2005 – une véritable justice d'abattage. Avec la LCR au pouvoir on passerait à la comparution permanente !

Les tribunaux sont une composante essentielle de l'appareil répressif de l'Etat ; le cas des jeunes de banlieue en France, et celui de Mumia aux USA, sont des exemples frappants de comment les flics, les juges d'instruction et les tribunaux agissent pour préserver les intérêts de classe des capitalistes au pouvoir. Leur collusion était parfaite pour monter une machination judiciaire contre Mumia dans le but de le faire exécuter. L'Etat bourgeois n'est pas neutre ; c'est un instrument de la classe capitaliste pour soumettre la classe ouvrière et les opprimés. Il faut absolument comprendre cela pour construire un puissant mouvement pour la libération de Mumia.

Et c'est sur cette base que nous intervenons pour mobiliser des forces beaucoup plus larges que les nôtres pour la libération de Mumia. Y compris en France c'est en partie grâce au travail du Comité de défense sociale (CDDS) que des dizaines de syndicats ont fait de puissantes déclarations pour exiger la libération de Mumia, comme la FSU lors de sa conférence nationale de 2007, ainsi que le syndicat CGT des dockers du Havre, et beaucoup d'autres. La fédération nationale des cheminots CGT ainsi que de nombreuses sections locales de la CGT, du SUD et d'autres syndicats ont signé une déclaration à l'initiative du PDC déclarant que Mumia est innocent et qu'Arnold Beverly a avoué avoir tué l'agent Faulkner. Nous soulignons encore une fois que c'est la classe ouvrière qui a la puissance pour stopper la production, les transports, les communications. La grève des cheminots et des transports urbains ici en novembre dernier a pratiquement paralysé une grande partie du pays, y compris Paris, pendant plusieurs jours. C'est une puissance de ce genre, ici et internationalement, qu'il faut mobiliser pour la libération de Mumia.

Pendant les mobilisations sociales de l'automne dernier, nos camarades ont présenté une motion dans une assemblée générale d'étudiants le 26 novembre 2007 sur la fac de Paris 8 dans le contexte des protestations contre la loi Pécresse. Cette motion dénonçait la terreur raciste et anti-immigrés en France et revendiquait la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal. Cette motion avait déjà été adoptée, avec une cinquantaine de voix « pour », lorsqu'un membre des JCR est intervenu pour faire voter de nouveau et renverser le résultat du premier vote ! Selon ce jeune social-démocrate pro-Besancenot, ce n'était pas une question qui concernait les étudiants en pleine lutte – chaque chose en son temps, et les revendications pour la libération des opprimés n'ont apparemment par leur place

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK** 

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

dans les AG. Au lieu de profiter de cette expression de solidarité internationale avec un militant emprisonné et de chercher à lier la colère des étudiants au pouvoir social du prolétariat, comme essayaient de le faire nos camarades, les JCR ont montré ce jour-là que pour eux la censure anticommuniste de nos initiatives compte davantage que la lutte pour Mumia.

Ce qu'il faut, c'est une défense lutte de classe. Il faut une défense de front unique pour Mumia basée sur un programme de lutte de classe. Cela veut dire, pour commencer, que l'on est d'accord que Mumia est innocent et qu'il faut le libérer immédiatement. Abolition de la peine de mort raciste ! Nous sommes prêts à travailler avec toute organisation qui soutient ces mots d'ordre, avec la compréhension que nous allons continuer à critiquer sur d'autres questions politiques les autres forces faisant partie de ce front unique. Et cela inclut les sectaires mesquins de la LCR s'ils veulent mobiliser pour Mumia ! Rachel Wolkenstein a pris la parole lors de l'inauguration en 2006 de la rue Mumia à Saint-Denis, avec Didier Paillard et Patrick Braouezec du PCF. Plus récemment, le

CDDS a organisé l'automne dernier à Paris un meeting avec Rachel et une série d'autres intervenants, y compris la LTF mais aussi des syndicalistes du SUD et Henri Alleg, un membre connu et respecté du PCF qui avait dénoncé la torture pendant la guerre d'Algérie, ayant lui-même été torturé pour s'être solidarisé avec la lutte de libération des Algériens contre le colonialisme français (voir *le Bolchévik* n° 182, décembre 2007).

Si la justice bourgeoise n'était pas partielle d'un point de vue de race et de classe, si elle était "équitable", cela fait longtemps que Mumia aurait été relâché. Il n'aurait pas dû passer un seul jour en prison ! La Ligue trotskyste et le Comité de défense sociale appellent tous ceux qui se solidarisent avec Mumia Abu-Jamal à se lier à la puissance sociale de la classe ouvrière en luttant pour la libération de Mumia. Il faut des mobilisations de masse centrées sur cette puissance. Il ne faut avoir aucune illusion : les capitalistes veulent le tuer et seule la lutte sociale centrée sur le prolétariat peut les en empêcher. *Mobilisons-nous !*

## Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal !

### Il faut de l'argent pour payer la défense !

Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia », 43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Les dons au CDDS portant la mention spéciale « Mumia » ainsi que les collectes pour la défense légale de Mumia faites lors de meetings du CDDS ou de la LTF font l'objet d'un reçu et sont ensuite entièrement transférés à « MRAP solidarité Mumia » dans ce but.

**Organisez des protestations !** Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

**Faites circuler l'information !** Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages « Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » (2 euros pour 25 exemplaires)

**Il faut avoir les faits !** La nouvelle brochure du CDDS, *Mensonges au service d'un lynchage légal* (disponible en français, en anglais et en allemand pour 50 cents l'exemplaire, 10 euros pour 30) réfute en détail le récent livre *Murdered by Mumia* du journaliste de droite Michael Smerconish et de Maureen Faulkner, dont le pamphlet mensonger sert de cri de ralliement non seulement pour l'exécution de Mumia mais aussi pour la peine de mort elle-même. L'autre brochure du CDDS sur Mumia, *la Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal - Mumia est innocent !* (1 euro) décrit la base politique de la vendetta de l'Etat contre Mumia ; elle fournit des détails supplémentaires sur les preuves explosives qui font voler en éclats la machination dont est victime depuis des dizaines d'années ce combattant pour la liberté des Noirs. Ces deux brochures du CDDS donnent des munitions politiques aux militants pour lutter pour la libération de Mumia.

Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce)

Commandez la vidéo en anglais du PDC « *Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal* » contenant aussi le témoignage d'Arnold Beverly. (10 euros le DVD, 15 euros la cassette VHS)

**Toute les commandes se font par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale.**

Pour tout contact : CDDS, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris  
tél. : 01 42 08 01 49 - e-mail : cdds-france@hotmail.fr

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.



**La Cour d'appel maintient la condamnation truquée de Mumia et ordonne une audience pour rétablir la condamnation à mort ou enterrer Mumia à vie en prison**

# Libération immédiate de Mumia !

*Nous publions ci-dessous un communiqué de presse du Partisan Defense Committee (PDC) du 27 mars. Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S., notre section sœur aux USA.*

\* \* \*

Le troisième circuit de la Cour d'appel fédérale a décidé aujourd'hui de confirmer la condamnation de Mumia Abu-Jamal pour le meurtre de l'agent de police de Philadelphie Daniel Faulkner en 1981, condamnation basée sur une machination judiciaire. **La décision du tribunal signifie que Mumia risque soit l'exécution, soit la mort lente de la prison à vie.** En confirmant la décision du juge de district fédéral William Yohn, qui en 2001 avait annulé la condamnation à mort, le tribunal a décidé que soit une nouvelle audience aura lieu pour fixer la peine, soit que la condamnation à mort pourra être rétablie, soit que Mumia sera automatiquement condamné à la prison à vie. Les deux parties vont vraisemblablement faire appel.

Rachel Wolkenstein, conseillère juridique du Partisan Defense Committee, a déclaré aujourd'hui : « La décision du tribunal est un scandale, une gifle pour tous les ennemis de l'injustice raciste. Cette décision montre qu'on ne peut attendre aucune justice des tribunaux capitalistes. Elle montre une nouvelle fois que les flics, l'accusation et les tribunaux –

avec le soutien des politiciens capitalistes, Démocrates comme Républicains – sont déterminés à lyncher Mumia en toute légalité ou à l'enterrer en prison pour la vie. Nous ne devons pas laisser ça arriver ! Il faut libérer Mumia immédiatement ! »

Wolkenstein a ajouté : « Après avoir exclu les preuves de l'innocence de Mumia, le verdict d'aujourd'hui accepte comme un fait établi le mensonge discrédité depuis longtemps que Mumia aurait tué l'agent Faulkner. Il a été démontré à maintes reprises que chacun des éléments du dossier de l'accusation contre Mumia avait été fabriqué de toutes pièces, depuis les soi-disant "aveux" de Mumia la nuit du meurtre jusqu'aux témoins à charge qui avaient été contraints de faire de faux témoignages et à la soi-disant arme du meurtre, qui n'a jamais été expertisée pour savoir si elle avait été utilisée.

« Une montagne de preuves démontrent que Mumia est la victime d'une machination politique raciste. Dans cette affaire, chaque preuve, de l'autopsie aux expertises balistiques et aux témoins, démontre que Mumia est innocent. Cela inclut les aveux sous serment d'Arnold Beverly que c'est lui, et non

*Suite page 28*



Manifestation d'urgence à Paris le 29 mars



Le Bolchévik